

s o m m a i r e

■ éditorial	
Multiculturalismes – Patrice Dartevelle	3
■ dossier - Le français for ever	
Le français en pleine déliquescence? – Louis Chalon	4
Réfléchir en écrivant pour communiquer correctement – Michèle Lenoble-Pinson	6
Le rapport normatif à la langue française – Dan Van Raemdonck	8
Le cas de la féminisation – Jean-Marie Klinkenberg	10
Le français de Belgique – Christian Delcourt	12
Langue française et anglomanie – Daniel Laroche	14
Un patrimoine linguistique international – Henriette Walter	16
■ laïcité	
Élections du 8 octobre - Le CAL contre le vote d'extrême droite	17
■ laïcité dans le monde	
Une Europe laïque? – Hervé Hasquin	18
■ sciences	
Quand les femmes regardent les étoiles – Paul Danblon	19
■ europe	
La tache – Pascal Martin	20
■ monde	
L'embrassement libanais – Jacques Rifflet	22
■ idées	
Nous sommes tous philosophes – Michel Grodent	23
Le triomphe de Riefenstahl – L'entretien de Jean Sloover avec Thierry Odeyn	24
Une solution à l'extrême droite? – Julien Dohet	26
Nietzsche, mort ou vif! – Patrice Dartevelle	27
■ enseignement	
École et homophobie – David Paternotte	28
■ culture	
Zoo - Espèces animales – Ben Durant	30
(R)entrée des artistes... – Didier Chatelle	31
■ des lecteurs nous écrivent	32
■ agenda	33

Multiculturalismes

Patrice Dartevelle

L'évolution des sociétés ouest-européennes vers des sociétés multiculturelles aux plans ethnique et religieux occupe de plus en plus le centre des débats politiques. Plus que les émeutes des banlieues françaises en 2005, la chute du gouvernement hollandais le 29 juin 2006 a montré que le débat était essentiel. Le retournement de l'opinion hollandaise, autrefois la plus libérale d'Europe, est également symptomatique de la situation ou de la complexité des positions. Il est en effet paradoxal que la ministre hollandaise de l'intégration, championne de l'hostilité aux immigrés, Rita Verdonck, retire sa nationalité à quelqu'un comme Ayaan Hirsi Ali, pourtant intraitable dans la dénonciation d'un islam incompatible avec la démocratie. Mais, quand on veut aller jusqu'à nier l'existence d'un problème...¹.

Les laïques belges se félicitent le plus souvent de vivre dans une société multiculturelle. Celle-ci est d'abord un fait. Mais il peut lui-même être vécu et conçu de bien des manières, ce qui agira par exemple sur notre attitude vis-à-vis des nouveaux arrivants, toujours nombreux à frapper à notre porte. Sommes-nous toujours si heureux de voir arriver davantage de musulmans même s'il est radicalement mensonger de voir en eux autant de fondamentalistes?

La constitution structurée des groupes sur base ethnique ou religieuse n'est pas le choix préférentiel des laïques dont l'idéal est certainement universaliste. Mais il y a là une différence entre laïques belges, plus accoutumés à la force des groupes sociaux, et les Français qui ne doivent pas être laïques pour crier au communautarisme.

Définitions et diversité

Qu'entend-on par multiculturalisme? Bien souvent en France, à bien analyser les discours, on éprouve le sentiment que c'est une étape obligatoire, certes, mais transitoire. C'est véritablement un préalable à l'intégration pure et simple.

On peut y voir au contraire un phénomène permanent sinon positif qui devrait conduire au métissage des populations et des cultures. C'est la terreur de l'extrême droite qui est obnubilée par le mythe de la race pure.

Le modèle mondial de cette vision, et content de l'être, est Toronto, devenue en vingt ans une sympathique tour de Babel appuyée par une politique systématique². Mais les Amériques se veulent continents d'immigration depuis cinq siècles et ne se posent pas comme nous la question de savoir quelle langue on parlera dans pareille hypothèse.

On peut aussi penser qu'il y aura maintien d'une cohabitation souple avec pour seul lien une compréhension réciproque. C'est la base du projet Erasmus en Europe, mais

la fragmentation croissante des langues d'enseignement (je pense au cas de l'Espagne) rendra-t-elle le modèle possible? Les Suisses alémaniques abandonnent l'allemand standard au profit, chacun, de son dialecte³.

Sur un mode plus trivial, mais très important, la mondialisation de la production de masse, le retrait d'Allemagne du géant américain de la distribution Wal-Mart, manifeste tout le dilemme. Celui-ci attribue ses pertes continues à son incompréhension de l'Allemagne. Il a voulu vendre des taies d'oreiller au format américain alors que l'oreiller allemand standard est plus grand⁴. Garderons-nous chacun notre taille d'oreiller ou irons-nous vers une seule taille mondiale d'oreiller?

Problèmes d'actualité

Les élections communales approchent en Belgique et, à Bruxelles, nous allons retrouver le vote ethnique: les électeurs d'origine marocaine ou turque, souvent limités à la seule écoute de leur télévision nationale grâce aux paraboles, font un vote bloqué et exclusif pour des candidats de même origine.

Le processus était indispensable pour permettre l'élection de tels candidats et par là une intégration modèle en Europe des immigrés dans la vie politique.

Mais les Américains, qui pratiquent depuis longtemps ce mode d'insertion, se posent maintenant des questions⁵.

Même si l'atmosphère post-11 septembre joue un rôle certain dans les interrogations, le parti démocrate a fini par perdre toute identité à se vouloir celui de l'inclusion des immigrés de toutes origines, surtout récentes, autour de la diversité et des droits de l'individu.

Mais, à ce prix, le souci du bien commun et d'une vue politique globale s'est éloigné. Électoralement, le parti démocrate s'identifie mal à un projet politique. Intégrer les immigrés en est un, mais peut-il être perpétuel et suffisant?

Tout récemment, le Conseil national belge de l'Ordre des médecins s'est penché sur un problème souvent cité comme irritant en matière d'intégration, le refus de certaines musulmanes de s'adresser à des médecins et des gynécologues masculins⁶. Sa position est sage. On ne doit revenir sous aucun prétexte sur le principe de la liberté de choix du médecin et sur ses motifs (en certaines matières, les laïques l'appliquaient strictement et l'appliquent encore) mais on ne peut se prévaloir de ce principe pour mettre en difficulté le fonctionnement d'un service et les soins à l'ensemble des patients.

L'avis est sage⁷ mais ne vaut que si chacun accepte la part de spécificité de l'autre mais aussi la part légitime de la collectivité et du vivre ensemble. ▲

¹ C'est l'interprétation de Jean-Pierre Strobants, «Ayaan Hirsi Ali, un choc européen», *Le Monde* du 1^{er} juin 2006.

² Cf. le compte rendu de Sophie Gherardi de *L'homme global* de Pico Iyer qui consacre 70 pages au cas de Toronto, *Le Monde* du 6 juillet 2006.

³ Cf. *El Pais* du 12 août 2006.

⁴ Adrien de Tricornot, «Wal-Mart reconnaît son échec en Europe continentale», *Le Monde* des 30 et 31 juillet 2006.

⁵ Cf. David Brooks, éditorialiste au *New York Times*, «Le multiculturalisme américain bat de l'aile», *Le Monde* du 7 juin 2006. Aux États-Unis, le multiculturalisme englobe la question des sexes ou «genres» et des homosexuels.

⁶ *Le Soir* des 22 et 23 juillet 2006.

⁷ Mais un peu, comme l'était celui du Conseil d'État français qui autorisait le port du voile dans les écoles sauf prosélytisme et pressions. Si l'empoignade devient générale, il ne restera rien de la position du Conseil de l'ordre.

N'hésitez pas! Abonnez-vous à Espace de Libertés!

11 numéros par an + 1 Document

Un espace entièrement consacré à une réflexion laïque, libre et multiple sur des sujets qui vous interpellent.

Pour manifester votre soutien, abonnez-vous: il suffit de verser 20 € sur le compte 210-0624799-74 du CAL, en précisant «abonnement magazine».

Pour chaque nouvel abonnement, un cadeau: un set de cartes postales illustrées par Cost. en exclusivité pour Espace de Libertés!

Visitez aussi notre site: www.laicite.be

En couverture: © Cost. Notre dossier **Le français for ever**, pages 4 et suivantes.

Le français en pleine déliquescence?

Évolution ne signifie pas dérive

LOUIS CHALON, alias CLÉANTE

Un journaliste, par définition, est à l'affût de l'actualité. Et le responsable de la rubrique langagière d'un quotidien ou d'un magazine –même s'il n'est le plus souvent qu'un collaborateur étranger à la maison, exerçant ailleurs un autre métier– n'échappe pas à la règle. D'où l'attention qu'il porte à l'évolution de la langue contemporaine sous tous ses aspects, qu'il la condamne, s'en réjouisse ou se borne à l'observer.

Parmi les lettres qui me parviennent au journal *Le Soir*, beaucoup font référence à l'enseignement reçu par leurs auteurs durant leur enfance et leur adolescence. Le prestige du maître d'école d'autrefois brille là de tout son éclat, mais il se teinte parfois de nuances perverses: certains correspondants, notamment parmi les plus âgés, estimant que la langue, telle que la leur a décrite leur instituteur, est une réalité intangible, immuable, lui refusent du même coup le droit d'évoluer. Ainsi se perpétue, de génération en génération, la légende d'un français en pleine déliquescence...

«*Cette meuf me fait yerch! –Comment tu dis?– Cette femme me fait chier, j'vous dis. Tu ne peux pas cesser de parler à l'envers, non?*» Cette réflexion, prêtée naguère au

commissaire Cordier, est symptomatique de l'agacement que provoque chez beaucoup de Français d'âge mûr le verlan pratiqué par leurs cadets des banlieues. Ce procédé de travestissement du lexique par inversion et quelquefois altération des syllabes est loin d'être une nouveauté, mais il a connu un renouveau spectaculaire au début des années septante, aidé en cela par le répertoire d'un Renaud ou par le succès d'un film comme «*Les Ripoux*». Le linguiste, loin de considérer le verlan comme un signe révélateur de la dégradation de notre langue, y verra une variété du français populaire fortement marquée socialement (elle n'est guère pratiquée que par la jeune génération des cités défavorisées), il soulignera son aspect volontiers ludique, il notera que certains de ces mots travestis paraissent s'être imposés dans la langue: *laisse béton*, *beur*, *ripou*, *meuf*.

Parierai-je sur la pérennité du verlan? Certes non. Le phénomène ressortit à la mode, et celle-ci est éphémère par définition. L'histoire du français en a connu bien d'autres, qui suscitèrent jadis de véritables engouements et dont –au mieux!– il ne subsiste aujourd'hui que quelques vocables isolés. Je songe, par exemple, au langage alambiqué des précieux raillés par Molière.

Beaucoup moins connue est la vogue du parler en *-rama*, née dans les ateliers de peinture parisiens à l'époque de l'invention du diorama en 1822; elle consistait à affecter certains mots d'une terminaison en *-rama*. De jeunes commensaux de la pension Vauquer échangeaient de tels propos dans *Le Père Goriot*: «*Comment va cette petite santerama? –Voici une fameuse soupeaurama!*»¹.

Ni le parler des précieux ni la suffixation en *-rama* des rapins contemporains de Balzac n'ont altéré le français. Pourquoi notre langue souffrirait-elle davantage du verlan des adolescents d'aujourd'hui?

Moi, le Roi! Les chroniqueurs de la Restauration nous rapportent que, rentrant en France en avril 1814 après un exil de près de treize longues années, Louis XVIII se couvrit de ridicule en prononçant cette phrase à l'ancienne mode: *Mwè, le Rwè*. Certes, la prononciation [wa] était apparue dès le XVI^e siècle dans le menu peuple de Paris, mais les milieux aristocratiques l'avaient toujours méprisée. Elle s'était brusquement imposée à la faveur de la tourmente révolutionnaire, mais cela, le frère puîné de Louis XVI et sa cour d'émigrés ne pouvaient le savoir...

Voilà probablement, dans l'histoire de la phonétique française, le cas d'évolution le plus célèbre. Et le plus spectaculaire par ses connotations politiques. De nos jours aussi, la prononciation du français évolue. Pour que ce mouvement s'arrête, il faudrait –mais qui le souhaiterait?– que le français devienne une langue morte.

Quand, en 1960, le Liégeois que je suis arriva comme professeur dans un athénée du Brabant wallon, il fut très étonné d'entendre ses élèves nasaliser la voyelle tonique de *reine*, *laine*, *Madeleine*. Pareille nasalisation était alors inconnue à Liège. Depuis lors, le phénomène a considérablement progressé vers l'est, car une vingtaine d'années plus tard, je l'observais régulièrement chez mes étudiants liégeois.

À Paris et dans l'ouest de la France, les jeunes générations ne distinguent plus les voyelles nasales de brin et de brun: ces deux mots se prononcent avec le son -in. D'où ce slogan, imaginé vers 1988 par les publicitaires du *Petit Larousse*: «*L'indispensable, mardispensable, mercredispensable [...] ouvert tous les jours, même le dimanche*». Chez nous, comme en Suisse et dans une grande partie de l'Hexagone, la distinction de ces voyelles nasales demeure la norme, mais pour combien de temps?

Herman De Croo suggérait que l'on consulte la base du parti sur la grande opération d'ouverture lancée par Guy Verhofstadt. Tombant en arrêt devant cette phrase, publiée dans *Le Soir* du 6 juillet 1992, un lecteur s'étonnait: ne fallait-il pas obligatoirement dire *Herman De Croo* suggérait que l'on consultât...? J'ignorais l'âge de mon correspondant, mais sa réaction m'inclinait à penser qu'il était déjà respectable. La règle de la concordance des temps, encore enseignée comme un dogme il y a quelques décennies, est aujourd'hui devenue caduque, n'en déplaît aux maîtres d'autrefois. Si l'imparfait et le plus-que-parfait du subjonctif se maintiennent encore dans le français parlé du Midi de la France (sous l'influence de dialectes apparentés à d'autres langues romanes) et en wallon liégeois, ces deux temps sont morts, et bien morts, dans la langue parlée de la plupart des régions francophones. Qui de nous dirait encore *Je craignais que nous embarquassions avec une pareille houle?* Ainsi que le note A. Goosse², l'idée que ces formes sont peu euphoniques est subjective:

l'embarcation, exactement homonyme, ne rebute personne. Ce n'est pas la forme elle-même, mais sa rareté qui la rend surprenante et prête à sourire. Cette même rareté amène mon collègue à considérer que «*dans la langue parlée, et même dans la langue écrite ordinaire, le subjonctif a trois temps: le présent, le passé et le passé surcomposé*»³. Je doute que mon correspondant ait jamais reçu pareil enseignement; je gagerais même qu'on ne lui a jamais parlé des temps surcomposés. Et pourtant, des phrases comme «*Je suis parti avant qu'il ait eu fini de manger*» s'entendent journalièrement. Et depuis longtemps.

En abandonnant le subjonctif imparfait et, du même coup, la concordance des temps, le français s'est-il appauvri? Non. Et les auteurs de la *Grammaire du français contemporain* nous l'expliquent fort bien en commentant cette phrase toute simple: *Il fallait que vous apportiez votre contribution à la cause commune*. «*L'imparfait "fallait" suffit pour marquer l'époque et situer l'action, tandis que le présent du subjonctif "apportiez" pose la modalité. Une répartition des fonctions s'effectue: le verbe de la principale marque le TEMPS; celui de la subordonnée marque le MODE. L'imparfait du subjonctif est dès lors inutile dans la subordonnée*»⁴.

Voilà pour la langue parlée. Qu'en est-il de la langue écrite? Celle-ci, dans son usage ordinaire, réagit comme la langue parlée. Seul son registre littéraire connaît les quatre temps du subjonctif. Encore faut-il observer qu'elle n'use le plus souvent de l'imparfait et du plus-que-parfait qu'à des fins stylistiques, surtout à la troisième personne du singulier ou du pluriel. Et je doute fort qu'il demeure un seul auteur qui respecte systématiquement la vieille règle de la concordance des temps.

Les lettres relatives aux emprunts faits à l'anglais, et plus spécialement à sa variété nord-américaine, représentent un pourcentage important du courrier qui m'est adressé. Beaucoup de ces correspondants s'indignent et s'effraient de ce qu'ils appellent une véritable invasion menaçant l'intégrité, voire l'existence de notre langue. Ce qu'ils ne savent pas, c'est qu'entre 1066 (date de l'arrivée des troupes de Guillaume le Conquérant sur le sol anglais) et la fin du XIV^e siècle, les mots français empruntés par l'anglais furent si nombreux que, comme l'écrit très justement Henriette Walter, «*ils font aujourd'hui encore de l'anglais la plus latine des langues germaniques*»⁵.

On l'aura compris, je ne suis pas de ceux qui crient au loup à chaque anglicisme découvert dans leur journal ou entendu à la radio. La linguistique m'a appris depuis longtemps que l'emprunt aux idiomes étrangers est un phénomène universel, et que seules les langues mortes n'en sont pas affectées. Et je ne charge ici le verbe affecter d'aucune nuance péjorative. Au contraire, je pense que l'emprunt représente une source importante d'enrichissement pour toute langue. Henriette Walter note encore, non sans malice, que ce sont ceux-là mêmes qui se désolent des emprunts faits par le français, qui bombent le torse quand au hasard de leurs voyages ils découvrent les emprunts faits au français par d'autres idiomes⁶. Pour être conséquents, ne devraient-ils pas plutôt s'en indigner?

Aux irréductibles qui s'entêteraient à assimiler évolution et dérive, je rétorquerai pour terminer qu'à ce train-là le français qu'ils sacralisent n'est jamais que le résultat de la dérive deux fois millénaire du latin vulgaire parlé dans la Gaule du nord. ▲

¹ *La Comédie humaine*, éd. de la Pléiade, t. III, pp. 91-92.

² *Bon Usage*, 13^e édition, 1986, § 868, hist.

³ *Idem*, § 867.

⁴ Jean-Claude Chevalier, Claire Blanche-Benveniste, Michel Arrivé et Jean Peytard. Paris, Larousse, 1990, § 519.

⁵ *Honni soit qui mal y pense. L'incroyable histoire d'amour entre le français et l'anglais*. Paris, Robert Laffont, 2001, p. 13. Voir son article en p.16.

⁶ *L'aventure des mots français venus d'ailleurs*, Paris, Robert Laffont, 1997, p.11.

S'écarter des normes à condition de les maîtriser

Réfléchir en écrivant pour communiquer correctement

MICHÈLE LENOBLE-PINSON

Professeur aux Facultés universitaires Saint-Louis

La grammaire? Des exceptions!

Souvent, il est vrai, on présente la grammaire comme un ensemble de règles accompagnées de moult exceptions, au point que prédominant dans la mémoire les cas particuliers.

Même si communiquer ne suppose pas nécessairement une grammaire puisque certaines formes de communication, comme les codes, le morse, le langage des fleurs ou des couleurs, fonctionnent sans grammaire, en français, grammaire, ponctuation et communication sont solidaires.

De plus, la grammaire tient compte du registre de langue, qui dépend de la situation de communication: discours royal, article scientifique, texte de loi, consigne de sécurité, article de presse, mode d'emploi... Et surtout, les accords grammaticaux sont porteurs de sens. Ils contribuent à la bonne communication. Exprimer ses idées suppose de choisir les mots et de les relier à bon escient grâce à la grammaire. Il est, dès lors, regrettable de réserver la grammaire aux élèves de moins de quinze ans. La réflexion sur la langue est opportune à la fin du secondaire comme à l'université, lorsque le jeune se forme à la pensée critique, s'exerce à l'expression orale et s'applique à l'écriture claire, nuancée et correcte. La grammaire amène les jeunes à réfléchir sur le système du français, sur ses règles de fonctionnement et sur l'état de la langue en tenant compte de l'évolution de l'usage.

L'orthographe? Un ramassis de chaussetrappes!

Une dictée très médiatisée en France entretient la confusion. En Belgique, c'est différent. Les dictées des Championnats d'orthographe, destinées aux élèves de fin du secondaire, sont empruntées telles quelles à des auteurs belges contemporains. Les rectifications de 1990 sont admises.

Les Rectifications de l'orthographe, proposées par le Conseil supérieur de la langue française (de France) et recommandées par l'Académie française en 1990, établissent des séries de mots en supprimant des anomalies. *Imbécilité* s'écrit désormais comme *imbécile*, avec un seul l; *évènement*, comme *avènement*. En 2006, force est de constater que les *Rectifica-*

tions, établies de façon mesurée par le comité d'experts, dont faisait partie André Goosse, correspondent à l'évolution spontanée de l'usage.

Ainsi, dans le test de rentrée, aux Facultés universitaires Saint-Louis, deux étudiants sur cinq écrivent *il connait*, sans accent circonflexe, et *cent-deux*, avec trait d'union. Les noms composés du type *portemonnaie* ou *volteface* sont soudés. Au pluriel: des *portemonnaies*. Les *Rectifications* recommandent, en effet, des *croquemonsieurs*, des *portemanteaux* et des *mangetouts*. Comme les modifications introduites précédemment par l'Académie française, certaines formes nouvelles s'installent d'elles-mêmes dans l'usage.

Dans l'esprit des *Rectifications* de 1990, la commission de l'enseignement de notre Conseil supérieur de la langue française réfléchit à une rationalisation de l'orthographe grammaticale. Celle-ci pourrait toucher l'accord du participe passé et le pluriel des noms composés. Grâce à la nouvelle structure que constitue l'Observatoire francophone du français contemporain, la France, la Suisse, le Québec et notre Communauté française aboutiront peut-être à des propositions communes. De plus en plus de formateurs, d'enseignants et d'élèves le souhaitent.

«Bien écrire» suppose-t-il «bien écrire sans faute»?

La notion d'«œuvre» ne s'est pas toujours accompagnée du «bien écrire sans faute». Des œuvres furent dites avant d'être écrites. Et les écrivains n'ont pas attendu que l'orthographe soit fixée pour rédiger de grands textes littéraires. Néanmoins, dans notre société, bien écrire des textes institutionnels, littéraires ou scientifiques implique de les rédiger de préférence sans faute.

Pourtant, l'orthographe n'est pas la langue. Elle en est le vêtement. Un vêtement que chacun souhaite propre. Un vêtement qui a changé au fil des siècles et qui changera encore. À chaque époque, l'orthographe est la propreté du style.

Enfin, qu'on l'approuve ou qu'on le regrette, le «bien écrire sans faute» reste une marque socioculturelle de savoir-vivre et de distinction. Les demandeurs d'emploi n'ignorent pas que cet apriori constitue souvent le premier critère de sélection.

L'usage? Les usages!

Ceux qui parlent et écrivent font vivre la langue commune, qui se charge et se décharge de particularités.

Se perçoivent d'abord les *accents* régionaux. En Europe, ils s'atténuent grâce à l'enseignement, à la radio, à la télévision et aux voyages. Même s'ils gênent parfois la communication, ils ne l'empêchent pas.

Se remarquent ensuite les très nombreux apports et retraits *lexicaux*. Les argots, le verlan, les mots suffixés en -os, le vocabulaire des banlieues, les textos ou SMS soudent les jeunes, les marginaux et ceux qui cherchent à se distinguer, mais les isolent dans la société. Ces choix de langage ne nuisent pas à la langue ni à ceux qui les font, à

condition qu'ils sachent s'exprimer dans un autre registre, c'est-à-dire dans la langue commune. Celle-ci, en effet, assure la communication générale et la cohésion sociale. S'instruire, s'informer, trouver un emploi, occuper sa place dans la société en exerçant ses droits civiques, supposent la maîtrise de la langue commune.

Celle-ci s'enrichit de néologismes qui expriment des réalités et des concepts nouveaux. Courriel (*e-mail*), arobase, baladeur (*Walkman*), citadine (*city car*), stadier (*steward*), en ligne (*e-commerce* ...) et plus de trois-mille termes, officiellement recommandés en France, sont à la disposition des Belges dans la banque du Service de la langue française.

Enfin, en syntaxe, les locuteurs n'emploient plus le passé simple ni la construction interrogative, oublient les termes d'articulation et le premier élément de la négation *ne pas*: *Je l'ai pas lu, je l'ai pas vu...* (Cavanna, 2006). Il n'empêche que, dans le registre écrit, institutionnel, littéraire ou scientifique, la langue reste en général soignée.

La norme? Non merci

La norme a mauvaise presse. Elle empêcherait l'usage d'évoluer. Elle interdirait aux locuteurs de jouer avec le langage. C'est inexact. Même si la norme qui régit l'usage français paraît lourde, elle n'est ni arbitraire, ni unique, ni immuable.

D'abord, la norme n'est pas arbitraire. Ce ne sont pas les grammairiens qui décident de ce qui se dit et s'écrit en français correct. Ils se fondent sur ceux qui s'expriment avec un souci de correction.

Ensuite, la norme n'est pas unique. Elle est plurielle. Il existe des normes. Selon le type de texte (législatif, diplomatique, scientifique ...) que l'on rédige ou le milieu social ou professionnel (économique, médical, informatique ...) dans lequel on s'exprime, le choix du vocabulaire, la construction des phrases, l'emploi des modes et des temps diffèrent. Le français correct dispose de plus d'une norme.

Enfin, les normes ne sont pas immuables. Dans les différents registres de langue, elles ne cessent d'évoluer. La Bruyère n'écrit pas comme Jean-Jacques Rousseau, ni Malraux comme Diderot.

Néanmoins, les normes peuvent être ressenties comme trop exigeantes, voire frustrantes car elles interdisent d'écrire n'importe comment. En fait, l'interdiction est protectrice, rassurante, souhaitée et même source de libération et de création.

Plus on maîtrise les normes, plus on peut choisir de s'en écarter. Les étudiants reconnaissent que les normes rassurent et donnent confiance en soi. À l'intérieur des limites, ils se sentent libres et peuvent s'exprimer librement. D'aucuns se libèrent des normes (jeux de mots, ironie, parlars des banlieues) qui deviennent ainsi sources de création.

Quoi qu'il en soit, dans la langue commune, la communication efficace passe par des contraintes. S'en s'affranchir comporte des risques. «À force de dire n'importe comment, on dit n'importe quoi» (Jean Thévenot). ▲

Ce texte applique les rectifications orthographiques approuvées par l'Académie française en 1990. Un organisme, le Renouvo ou Réseau pour la nouvelle orthographe du français informe des *Rectifications* par son site sur l'internet et le livret, *Le millepatte sur un nénufar*. Le Renouvo se compose de quatre associations: en France, l'AIROÉ (Association pour l'information et la recherche sur les orthographes et les systèmes d'écriture); en Suisse, l'ANO (Association pour la nouvelle orthographe); au Québec, le QGMNF (Groupe québécois pour la modernisation de la norme du français); et en Belgique, l'APARO (Association pour l'application des recommandations orthographiques).

Références
Termes officiels publiés dans le J.O. de la République française
www.dglf.culture.gouv.fr
Banque terminologique quadrilingue, Service de la langue française
www.languefrancaise.be
Championnats d'orthographe, Bruxelles, samedi 18 novembre 2006, 10h30, Tél.: 010 / 88 12 98
«Nouvelle» orthographe, www.orthographe-recommandee.info
Le millepatte sur un nénufar. (2 □)
Vadémécum de l'orthographe recommandée
aparo@renouvo.org

J'enregistre, tu corsètes, il façonne

Le rapport normatif à la langue française

DAN VAN RAEMDONCK

Professeur de linguistique française à l'ULB et à la VUB
Vice-président du CAL

Et si on se réappropriait la langue?

L'idée qu'il existe une langue française s'est essentiellement construite, comme souvent pour les langues, au moyen de la notion de norme. Dans ses *Remarques sur la langue française* parues en 1647, Vaugelas propose d'aligner cette norme sur une variété de français parlé par, dit-il, «*la plus saine partie de la Cour*», à quoi il faudrait ajouter les œuvres de quelques grands écrivains choisis. C'est ce qu'il appelle le «bon usage». Les règles qui en découlent sont donc fondées sur des critères subjectifs, esthétiques et aristocratiques. On remarque qu'il s'agit d'une conception très restrictive de l'usage, interprétée dans l'histoire de manière de plus en plus «puriste» et, surtout avec l'Académie française, stricte. On est donc passé de l'enregistrement de l'usage au formatage de celui-ci. La grammaire scolaire, initiée par Lhomond en 1780, prend le relais de cette conception, et le Belge Maurice Grevisse, dans son *Bon usage*, y fait clairement référence, lorsqu'il en sous-titre certaines éditions: *avec des remarques sur la langue française d'aujourd'hui*.

En France, au début du XIX^e siècle, la majorité de la population ne parlait pas le français, mais différents dialectes. Il fallut apprendre le français à ceux qui ne le parlaient pas. Cela s'est fait notamment à l'aide d'un enseignement normatif et répétitif centré sur l'orthographe: il fallait étudier, répéter et appliquer des règles de grammaire qui commandaient tel accord du verbe ou du participe passé... Ce sont ces règles qui dirigent aujourd'hui encore notre usage de la langue. Elles ne visent ni à décrire, ni à expliquer l'usage: elles disent l'usage tel qu'il doit être. Recopiées de grammaires en grammaires, elles renferment donc une part d'arbitraire, mais aussi, paradoxalement, de stabilité. Il convient dès lors de réévaluer avec prudence leur portée.

La faute en grammaire

Sous ses dehors de péché grave –le terme *faute* est emprunté au vocabulaire religieux–, la faute d'orthographe

ou de grammaire continue d'effrayer. La *faute* renvoie d'abord au manquement à une règle morale; puis, par extension, à une règle, à un principe, notamment de grammaire, et donc à la norme. Cependant, cette norme repose bien souvent sur des critères plus sociaux que linguistiques. Ainsi, lorsque l'Académie française publie, en 1694, la première édition de son dictionnaire, elle suit la prise de position de Mézeray: celui-ci privilégie une orthographe volontiers étymologisante et compliquée «*qui distingue les gens de lettres d'avec les ignorans et les simples femmes*». En fait, la faute n'a souvent été jugée faute contre toute la langue que dans le but d'isoler l'usage de certains groupes sociaux du risque de contamination avec les autres.

Certains voient plutôt dans la faute le signe d'un besoin qui commande l'exercice de la parole et annonce les évolutions de cette langue. Prenons le cas du subjonctif employé par la plupart des locuteurs derrière la conjonction *après que*. Or la règle exige l'indicatif. Comment affirmer que tous ces locuteurs commettent là une faute? Faut-il y voir le signe d'un complot généralisé contre la langue? En fait, l'emploi du subjonctif s'explique par l'évolution du système, ce que révèle la «faute». La faute est en fait le véritable moteur de l'évolution d'une langue.

Le français standard

Lorsque l'on parle d'une langue, même si l'on reconnaît sa diversité, on envisage une seule variété, sélectionnée parmi d'autres pour être la plus représentative. Il s'agit de la langue de référence ou langue standard. Cette langue standard est en fait un objet construit par quelques-uns à partir des différents registres dont elle sélectionne des caractéristiques.

Pour le français, la langue standard a d'abord été envisagée sous un angle normatif. On parlait, avec une pointe de dédain, de niveaux de langue, comme si l'un d'entre eux était supérieur aux autres. On rejetait presque systématiquement les néologismes au profit des archaïsmes, ainsi que le recours aux emprunts comme les anglicismes. On privilégiait de la même manière le français parisien de la moyenne bourgeoisie, des universitaires ou des présentateurs de la télévision, celui des classes que l'on voulait investir. Cette conception de la langue renvoyait de préférence à une langue écrite, plutôt soutenue: celle des bons écrivains reconnus. L'attitude à l'égard de la langue standard et des registres de langue a changé. Aujourd'hui, avec la reconnaissance de la diversité des usages de la langue, et notamment des régionalismes, le sentiment de hié-

rarchie s'est estompé. La langue standard n'est plus une langue meilleure que les autres; elle est un point de référence par rapport auquel l'usage de chacun peut être situé.

On constate, au demeurant, que peu de locuteurs reconnaissent leur variété de langue dans une langue standard. Il s'agit même pour certains d'une langue qui a les caractéristiques d'une langue seconde. Il importe donc que tous les registres différents d'une langue soient reconnus comme autant de témoins de sa richesse plutôt que comme des versions imparfaites à corriger. Il revient à l'usager d'utiliser le registre le plus approprié à la situation de communication.

Si les grammairiens belges paraissent plus tolérants quant à la prise en compte du langage dans son usage réel, il n'en reste pas moins que la référence à la norme demeure prégnante, et que l'usage qui est fait de leur discours ne s'éloigne guère de la tradition normative du français. Le francophone de Belgique, vivant aux marges de la République, a toujours voulu donner des gages de sa parfaite maîtrise de la langue. Ce n'est pas pour rien que parmi les zélateurs de la grammaire normative, on trouve nombre de Belges (Grevisse, Goosse, Hanse, Doppagne...). En outre, des études ont montré que le locuteur belge, toujours insécurisé, considérera le plus souvent comme moins bon un texte sans faute lu avec un accent wallon qu'un texte fautif lu avec un accent parisien.

La norme dans le lexique et l'orthographe: l'usage corseté

Le système dérivationnel du français est très riche de potentialités mais les créations de mots sont rendues très difficiles par l'Académie française et autres cerbères de la norme, qui, en d'autres lieux, s'érigent en farouches résistants aux «invasions» anglophones. Par une telle attitude, ils ouvrent en fait la brèche qu'ils cherchent à colmater. En effet, le marasme lexical qu'ils nous imposent nous oblige à puiser dans un fonds étranger les ressources qui nous font défaut. Et lorsqu'ils se réveillent, l'emprunt est à ce point implanté qu'il en devient inamovible. Ainsi, qui donc parlera de *parcage* au lieu de *parking* ou de *mercatique* à la place de *marketing*? Il est, pour ces mots, déjà trop tard, assimilés et adaptés qu'ils sont au trésor de notre langue: phonétiquement au moins (*leader*), morphologiquement parfois (adaptation des pluriels «à la française»; *zapper*, verbe à morphologie française), sémantiquement (le *shopping* anglais n'est pas le même que le français), et – encore trop rarement– orthographiquement (le récent exemple de *fioul*). Il n'y a en fait pas de mots anglais en français; il y a des mots français d'origine anglaise.

Il faudrait, une fois pour toutes libérer la créativité lexicale qui est, elle aussi, le garant de la vie d'une langue (avec certaines réussites: *logiciel*, *calculette*, *ordinateur*). On se bornerait alors, en «haut lieu», à entériner les nouvelles unités, après vérification de l'adéquation aux valeurs et à la cohérence du système dérivationnel du français, et ce afin d'éviter toute «dérive» laxiste. Heureusement, des dictionnaires comme le *Robert*, le *Larousse*... ont pris la relève de l'Académie et se posent en gardiens d'une norme évoluant, réactualisée.

Le français est héritier du latin et en a conservé l'alphabet (à trois lettres près), et ce pour des raisons de pres-

tige religieux et scientifique, le latin étant la langue privilégiée dans ces domaines. Mais le système du français a évolué par rapport à celui du latin. En latin, l'équation *une lettre* = *un son* était respectée avec 23 unités. En français, on dispose de seulement 26 lettres pour ± 36 phonèmes. On a donc dû procéder à des combinaisons de lettres... La non-adaptation de l'alphabet latin au français est bien la cause originelle des problèmes de l'orthographe française.

Le système de l'orthographe française est régulier à plus de 85%. Les 15% restants sont le fait de lettres hors-système (*pan/paon*), résidus (pseudo-) historiques, ou encore fantaisistes (doubles consonnes, lettres grecques,...). Or, l'enseignement de l'orthographe, envahissant dans les neuf premières années du cours de français, se focalise essentiellement sur ces 15% d'exceptions.

De plus, cet enseignement repose tout entier sur des mensonges par omission. Jamais l'on n'est averti de la non-adéquation en français du graphème au phonème, ce qui engendre la confusion lettre/son. Convaincu que l'on est –a été– que l'orthographe est le parfait miroir des sons, personne n'aurait pourtant l'idée d'écrire *oiseau* (prononcé /wazo/) *wazo*. En outre, il n'y a, dans l'enseignement de l'orthographe, aucune perspective historique alors que le français possède une orthographe volontiers étymologisante: les textes anciens sont présentés remodelés et adaptés à la graphie moderne. Ce trucage fait du français, pour beaucoup, une langue inchangée, intouchable, idéale, et gomme toutes les instabilités, pourtant bien réelles, d'ordres historique, géographique, social ou phonologique. Coupant la langue écrite de son évolution historique, on l'étudie presque comme une langue morte.

Profitant de la loi Guizot de 1833, qui institue l'enseignement obligatoire de l'orthographe, cette norme est, par un coup de force extraordinaire, devenue partie intégrante de l'«identité française». Ainsi, toucher à l'orthographe, c'est toucher à la langue, à la culture, à leur génie et, partant, à cette pseudo-identité. Or l'orthographe n'est qu'accidentelle par rapport à l'essentialité de la langue, elle n'est qu'un outil, une technique, un vêtement et, par là même, devrait être adaptable pour une meilleure rentabilité de retranscription. Cet aspect, plutôt social, de la norme se retrouve encore chez nous dans le rôle discriminateur qu'elle joue dans l'accession à certaines professions, enjeu extra-linguistique, cumulé à l'engouement naïf des championnats d'orthographe.

On omet trop souvent de dire à l'usager qu'il est responsable de ce qu'il veut exprimer et qu'il dispose, pour ce faire, de différents moyens dont il peut user librement. Il faut dès lors faciliter la réappropriation par les usagers de leur langue, de leur droit de parole: la langue ne saurait être étudiée comme une langue seconde ou une langue morte. ▲

La littérature: une langue intouchable, idéale?

Moderniser le français

Le cas de la féminisation

JEAN-MARIE KLINKENBERG

Professeur à l'ULg, département de langues et littératures romanes

Une idée reçue à propos de la langue est qu'elle constitue un «organisme», vivant d'une vie autonome. En fait, chaque usager intervient sur la langue, par le fait même qu'il la parle et parce que ses attitudes peuvent modifier les pratiques des autres usagers. On désigne cependant par la locution «intervention linguistique» non cette intervention habituelle, mais un ensemble d'actions plus ou moins concertées dont le but explicite est de modifier le code linguistique ou ses conditions d'usage. Lorsque cette action volontaire est le fait des pouvoirs publics, on parle de politique ou d'aménagement linguistique. Une telle politique peut porter sur deux types d'objets: soit sur les structures de la langue, soit sur ses conditions d'utilisation; en termes techniques, on parlera de *corpus* et de *status*. On distingue parfois, en les détachant des questions de statut, un troisième et un quatrième champ d'action politique: la diffusion ou l'enseignement de la langue, et le travail sur les images ou représentations de la langue.

Le français est peut-être la langue du monde qui a le plus souvent été l'objet de telles mesures, mesures que fait souvent oublier le discours sur le «génie» de la langue. Aussi une réflexion sur son avenir ne peut-elle faire l'impasse sur l'examen de ces politiques, et ne peut éviter de répondre à une question très précise: comment et à quelles conditions peut-on équiper la langue française pour qu'elle puisse répondre aux défis du XXI^e siècle? Il y a là un travail qui est à mener tant sur les représentations que sur le corpus. De ce côté, plusieurs chantiers sont ouverts: celui de la terminologie scientifique, administrative et technique, mais aussi celui des usages quotidiens auxquels l'utilisateur doit avoir accès: lecture, écriture, langue des médias. Je me pencherai ici, pour en tirer quelques enseignements, sur une action récemment menée sur le corpus quotidien: la féminisation des noms de métiers, titres, grades et fonctions.

Mettre au féminin

Ce que l'on appelle le genre n'a en principe rien à voir avec le sexe mais est une pure propriété formelle de certains

© AFP

La féminisation touche tous les domaines, même le militaire, en étroite corrélation avec les valeurs d'une société.

mots (par exemple, en français, c'est une propriété du substantif qui détermine l'accord de l'adjectif). D'ailleurs, de nombreuses langues se passent de ces marques, tandis que d'autres les conjuguent avec d'autres distinctions (comme animé vs inanimé) et que d'autres encore leur préfèrent des répartitions en classes nombreuses. De surcroît, dans les langues qui disposent de genres, ceux-ci se distribuent de manière parfaitement arbitraire (la lune, du féminin en français, est masculine en allemand). Il n'en reste pas moins que, pour un certain nombre d'animés –dont les noms qui désignent des êtres humains–, le genre peut recouper l'opposition de sens mâle-femelle. De là la représentation de l'opposition masculin-féminin comme renvoyant à la répartition des sexes.

La question du genre des mots désignant les êtres humains dans leur statut ou leurs activités professionnelles n'est donc pas simplement formelle, mais est intimement liée aux images que la société se fait des relations entre sexes. On constate ainsi que de telles représentations se manifestent dans les discours prétendument les plus neutres, comme celui de la science. Les grammaires témoignent par exemple de la pérennité d'un schéma idéologique posant le féminin comme dérivé et le masculin comme non-marqué: comme Dieu, le masculin *est*, de manière immanente.

A fortiori, ces représentations se manifestent dans le choix des noms de métiers et fonctions.

Au long de l'essentiel de l'histoire du français, on a systématiquement utilisé le féminin pour désigner les femmes, sans le réserver aux fonctions subalternes: *reine, abbesse*, etc. C'est à l'ère moderne seulement que l'usage a prévalu d'utiliser le masculin pour désigner aussi bien des femmes que des hommes (d'où des groupes comme *madame le président, madame le juge*), principalement dans le cas des fonctions de prestige (car on continuait à féminiser *l'ouvrière* et *l'institutrice*), et de réserver le féminin pour les épouses des titulaires de ces fonctions (*la colonelle, femme du colonel*).

C'est cette situation qui est dénoncée à partir des années 1960 par les mouvements féministes, en Amérique d'a-

bord, puis en Europe, à un moment où la morphologie sociale s'est largement remodelée, les femmes étant désormais plus nombreuses à occuper des postes à responsabilités. Or les étiquettes masculines occultent ces réalités nouvelles. Elles font par conséquent peser une hypothèque sur la promotion des femmes, en confortant l'idée que la qualification et le prestige sont liés à la masculinité.

Il est compréhensible que, dans le cadre de leurs politiques sociales, les États démocratiques aient entendu imposer à leurs administrations l'usage d'une terminologie équitable et aient prôné les techniques non sexistes de rédaction des textes; intervention assurément aussi légitime que celles qui portent sur les conditions de travail. Ce mouvement, qui affecte toutes les langues, s'observe aussi dans les grands organismes internationaux, comme l'ONU, l'Unesco et le Conseil de l'Europe.

En francophonie, c'est le Québec qui, stimulé par la proximité des États-Unis, a été le premier à intervenir: dès 1979, la *Gazette officielle* adresse aux administrations des recommandations visant à féminiser les noms de métiers. En France, il faut attendre 1986 pour observer une première initiative allant dans le même sens: une circulaire du Premier ministre Fabius. Mais un changement de majorité jettera cette initiative aux oubliettes. Le mouvement reprendra sous le gouvernement Jospin, qui voit un certain nombre de femmes occuper des postes ministériels, et sera consacré par une nouvelle circulaire de 1998. En Suisse, la Confédération n'a pas formellement légiféré –à la différence du canton de Genève, où une loi de 1988 féminise les noms de professions–, mais elle a donné des instructions pour l'adoption de dénominations non discriminantes. En Communauté française de Belgique enfin, un décret de 1993, étudié par le Conseil supérieur de la langue que je présidais alors, impose la féminisation aux administrations de la Communauté et aux institutions qu'elle subventionne.

Correspondant largement aux vœux du corps social, la féminisation s'est implantée rapidement et profondément dans le grand public québécois et canadien, touchant à la fois la terminologie (notamment grâce à l'invention du féminin en *-eure*), mais aussi la rédaction des textes. En Suisse, et dans une moindre mesure en Belgique, la féminisation s'est largement répandue, quoique moins spectaculairement. C'est sans doute en France qu'elle s'impose avec le moins de vigueur: les controverses y ont été plus vives et les résistances plus fortes. Mais ces dernières se sont manifestées ailleurs encore, notamment en Belgique et en Suisse, où a parfois été exprimée l'idée que le droit d'initiative en matière de langue était un monopole français. Ces différences dans les pratiques féminisantes ne sont pas que nationales: on peut aussi les corréler avec la sensibilité politique des usagers, autant qu'avec des phénomènes proprement linguistiques; et certaines réticences ont pu être le fait de féministes militantes, désireuses d'affirmer l'identité de leur travail avec celui des hommes. En dépit de ces différences de rythme, on peut affirmer que le mouvement de féminisation est, dans toute la francophonie, profond et rapide, eu égard à la lenteur habituelle des innovations linguistiques.

Les conditions de l'action

Tous les efforts de modernisation de la langue que l'on peut observer suggèrent d'importants enseignements sur

les conditions de succès des actions de politique linguistique à venir.

On peut en premier lieu avancer que toute action concertée sur la langue doit, pour avoir quelque chance d'aboutir, correspondre à une demande du corps social. Ou, pour être plus nuancé, correspondre comme moyen à des objectifs auxquels la société peut s'identifier. Ce qui explique peut-être la différence entre l'accueil favorable qui a été réservé aux mesures de féminisation et celui dont n'a jamais bénéficié la réforme orthographique. Notons que, comme en toute matière, la demande sociale peut évidemment être infléchie. Car le rôle des représentations est ici capital: féminisation et réforme orthographique ont permis de voir à quel point les fantasmes et les légendes linguistiques ont la vie dure. L'orthographe n'a jamais été la simple technique qu'on prétend parfois y voir, et le genre est plus qu'une question grammaticale: ces thèmes renvoient à un imaginaire collectif, où viennent se cristalliser les contradictions des différents systèmes de valeurs sur lesquels nos sociétés se sont érigées. Agir sur ces faits de corpus pose donc la question du rapport entre la langue et les communautés d'usagers et des relations de pouvoir entre ceux qui détiennent la légitimité culturelle et les autres.

Ce premier point en suggère un second: c'est que toute action sur le corpus doit aller de pair avec un travail sur les représentations. Et celui-ci commence avec une information correcte. Si l'action doit reposer sur une préparation technique, elle doit aussi déboucher, en aval, sur des opérations de diffusion et d'implantation. Le relatif échec de la réforme orthographique est en partie dû au fait que la campagne de désinformation qui l'a combattue n'a pas pu être efficacement contrée. A contrario, les mesures d'information qui ont accompagné la féminisation en Belgique francophone constituent un bon exemple de ce qui peut être fait.

De manière plus globale, les usagers de base se posent implicitement la question de la légitimité des interventions concertées. Aucune intervention ne pourra avoir de sens si l'on répète au Francophone qu'il n'est pas le propriétaire de sa langue, mais qu'il en est tout au plus un locataire, constamment gourmandé et censuré: autre travail de longue haleine à mener ...

Enfin, la question du cadre géographique de l'intervention est aussi importante, comme le souligne le fait que si la France reste en gros l'épicentre des innovations linguistiques, la périphérie peut désormais mener le mouvement (c'est le cas avec la féminisation et, dans une moindre mesure, avec la diffusion des rectifications orthographiques). La légitimité de l'intervention peut parfois être garantie dans un espace restreint (ce qu'indique le succès de la féminisation au Québec), mais il est évident qu'elle ne sera dorénavant pleinement assurée que dans le cadre d'une coopération multilatérale. C'est dans ce cadre que devra être exécuté le travail de préparation technique (et c'est bien ce qui se fait pour la production de terminologie scientifique et technique). Un tel cadre tend à se constituer dans la francophonie septentrionale, mais il devra également intégrer au plus tôt la francophonie du sud, restée ou maintenue à l'écart des mouvements que l'on vient d'étudier. Ce qui présuppose que, dans le respect de ses spécificités, cette francophonie se dote enfin des instruments de gestion linguistique adéquats. ▲

Les lignes qui précèdent sont la version remaniée d'une contribution à l'ouvrage collectif *L'Avenir du français*, coordonné par le réseau «Sociolinguistique et dynamique des langues» de l'Agence universitaire de la francophonie et à paraître début 2007. Elles appliquent les rectifications de l'orthographe proposées par le Conseil supérieur de la langue française (1990) et approuvées par toutes les instances francophones compétentes, dont l'Académie française.

Le français de Belgique

CHRISTIAN DELCOURT

Membre du Conseil international
de la Langue française

Le français de Belgique comporte des termes qui réfèrent à des réalités spécifiques –institutionnelles, gastronomiques, etc.– et des belgicisms au sens strict. On ne peut éviter les mots spécifiques lorsqu'on évoque les réalités en cause: il serait saugrenu de parler d'un «département» ou d'un «préfet» là où le législateur parle d'une *province* ou d'un *gouverneur*, et oiseux de parler de «tronçons de poissons cuits au court-bouillon et liés à la crème fraîche» là où le gastronome parle de *waterzooi* (de poisson). Les belgicisms –usages diatopiquement marqués, c'est-à-dire usages qui trahissent l'origine géographique de l'usager– seront dès lors seuls considérés ici.

Ce qu'il est convenu d'appeler «belgicisme» correspond rarement à un usage qui, à l'instar de *kot*, «piaule», soit propre à tous les francophones de Belgique et aux seuls francophones de Belgique. Tantôt l'usage marqué est confiné à une aire restreinte. C'est ainsi que *se pâmer* «s'embuer» n'est employé que dans une partie du Hainaut occidental: «Tu l'as observé longtemps, ce chat au long col, les

vitres de la voiture se sont pâmées peu à peu» (Fr. Houdart) tandis que *gadot*, «déambulateur», n'est courant que dans la Wallonie orientale: «*Maroussia qui observe son arrière-grand-mère entrer dans la salle, gadot dans les mains*» (P. Firket). Tantôt l'usage marqué est commun à la Belgique francophone et à telle ou telle autre partie de la Francophonie. *Drève*, «allée carrossable bordée d'arbres» se dit aussi dans le département du Nord et *cru*, «humide et mouillé», se dit aussi non seulement dans la France du Nord et du Nord-Est, mais encore en Suisse romande et au Québec. Quant au belgicisme *vidange*, «bouteille vide», il a fait souche, d'une part, à Martelage et au-delà, d'autre part, dans le Congo «ex-belge», au Rwanda et au Burundi.

Nombre de belgicisms s'expliquent par l'influence des autres langues officielles de la Belgique, de leurs régionalismes et de leurs dialectes

© Delcourt

Des «vidanges» reconnues aussi au Congo!

ou par celle des dialectes belgo-romans¹. C'est ainsi que *drève* constitue un emprunt au moyen nl. (*dreve* «chemin») et *kot*, au nl.B. tandis que *gadot* constitue un emprunt au wallon (*gadot* «ancêtre du trotteur») et *se pâmer*, «s'embuer», au picard.

D'autres belgicisms s'expliquent par des glissements et spécialisations sémantiques, par le conservatisme des aires périphériques, par l'ouverture –plus large en Belgique qu'en France– du français à l'anglais ou par la création spontanée. *Cru*, «froid et humide», et *vidange*, «bouteille vide» sont de la première espèce. *Mouchette* «moucheron», qui s'est dit en France, de la deuxième, *LPG* [*liquid petroleum gas*] «GPL» [gaz de pétrole liquéfié] et *taximan* «chauffeur de taxi», de la troisième. *Taxatoire* «fiscal», que Jean Gol a créé en croisant *taxe* et *vexatoire*, de la quatrième.

Enfin, plus d'un belgicisme a une histoire singulière. C'est ainsi qu'*amigo* «violon» s'explique par la confusion ludique (au XVI^e s.) de deux mots brabançons –*vrunte*, «prison» et *vrunte*, «ami»– et d'un mot espagnol: *amigo* «ami» et que *poser un acte* «accomplir un acte» –qui est confiné aux milieux catholiques en France (où l'emprise de l'Église sur l'enseignement est restreinte), mais est d'un emploi général en Belgique francophone comme au Québec– et sa variante *poser un geste* (fort), «faire un geste significatif», s'expliquent par la formule thomiste *ponere actum*.

D'Amélie Nothomb à Simenon

Un emprunt aux dialectes belgo-romans constitue assez souvent un emprunt indirect aux parlers germaniques: *gadot*, par exemple, remonte au nl.B. *kakke-door* «chaise percée».

Les régionalismes d'une aire restreinte sont plus d'une fois devenus les belgicisms d'une aire considérable. Certains usages qui ont pour origine le picard ou le wallon ont pénétré à Bruxelles. Ainsi, *se racrapoter*, «se recroqueviller». D'autres usages –beaucoup plus nombreux– qui ont pour origine le nl. ou le nl.B. ont pénétré, souvent via Bruxelles, en Wallonie: c'est le cas de *kot*.

Le fr.B. peut employer un mot marqué là où le parler vernaculaire emploie un mot proche du mot non marqué: *mouchette* 'moucheron' est utilisé dans le Hainaut picard comme partout ailleurs en Belgique francophone alors que le mot du dialecte est *moukron*. Inversement, le fr.B. n'emploie pas nécessairement le mot marqué partout où le parler vernaculaire emploie le mot qui se trouve à l'origine du mot marqué: *gadot* «déambulateur» est supplanté par un autre belgicisme de même sens –*tribune*– dans une

partie non négligeable de l'aire où le dialecte utilise *gadot* (ou *cadot*).

Il importe de faire le départ entre belgicisme (le locuteur croit que l'usage est français) et xénisme (le locuteur sait que l'usage est dialectal ou étranger). *Se pâmer* «s'embuer» a été regardé comme un belgicisme chez Fr. Houdart (mot [d'origine picarde] qu'emploie non un personnage, mais la narratrice; style soutenu; absence d'italique ou de guillemets). *Cruaut*, «mauvaises herbes»: «Ça pousse vite, hein, le cruaut?» ne le sera pas chez Is. Fabre (mot [d'appartenance picarde] qu'emploie non la narratrice, mais un personnage; style familier; mise en italique).

Il faut encore noter que les belgicisms sont inégaux devant les écrivains –les livres où apparaît *ça clope*, «ça colle», sont des oiseaux rares; ceux où apparaît *taiseux*, «taciturne» rempliraient une bibliothèque– et que les écrivains sont inégaux devant les belgicisms: les livres d'Amélie Nothomb, qui est issue d'un milieu aisé et a obtenu une «licence en philologie romane», ne trahissent que rarement et discrètement ses origines (à peine s'oublie-t-elle parfois à écrire *donner cours* «faire cours», «donner son cours»); ceux de Simenon, qui est issu d'un milieu modeste et a interrompu ses études à l'âge de quinze ans, trahissent ses origines de façon constante et, parfois, voyante.

La saison de la chasse

Les XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles ont vu paraître divers manuels qui comportent un «dites, ne dites pas» à l'usage spécifique de nos régions. Ainsi, l'*Essay d'une parfaite grammaire de la langue françoise* (1659) de L. Chiflet, qui contient une *Adjonction particulière pour les Flamands*. Le XVIII^e s. vit même paraître un ouvrage qui, dans sa 2^e éd. (1753-1754), comporte deux gros volumes et qui n'est tout entier qu'un «dites, ne dites pas» de la même eau².

Ce n'est toutefois qu'à l'époque napoléonienne que fut publié un livre ne visant plus à corriger exclusivement (ou presque) les locuteurs d'expression germanique, mais aussi ceux d'expression romane. Il s'agit des *Flandricismes, wallonismes et expressions impropres dans le langage français* (1806) d'A. Poyart³. «*Le sort de ce pays, écrit le préfacier (J. Tarte), est irrévocablement lié à celui de la France, dont il est partie intégrante. La législation, l'administration y sont une: la langue doit l'être aussi. [...] les gens du monde doivent désirer de se soustraire au ridicule que les Français pointilleux ne manquent pas de lancer sur ceux qui offensent leur langue d'une manière quelconque*».

La protection des espèces

L'attitude envers les belgicisms s'infléchit dans le dernier tiers du XX^e s. pour des raisons qui, en vrac, peuvent s'énoncer comme suit.

Tout d'abord, il s'agit moins de prescrire que de décrire dans une société qui, si elle ne fait pas sien le slogan soixante-huitard «il est interdit d'interdire», considère du moins qu'à l'instar du sabbat, la langue est faite pour l'homme et non l'homme pour la langue. Pourquoi serait-il légitime de dire *arrière-plan*, *instigation*, *prestation* et *ramasse-miettes*, mais illégitime de dire *avant-plan*

«premier plan», *instiguer* «inciter», *prester*, «accomplir» et *ramasse-poussière*, «pelle à poussière»?

Ensuite, la Francophonie, dont le projet s'est concrétisé dans les années soixante au terme des décolonisations successives, s'accommode infiniment mieux du respect mutuel des différences que d'un modèle jacobin.

Enfin, le plaisir identitaire de pratiquer les dialectes est remplacé, à mesure que s'éteignent ces derniers, par celui de pratiquer les régiolectes. F. Brunot, en 1922 déjà, posait la question: «*ne conviendrait-il pas d'étudier d'un peu près le statut de ces français régionaux qui ont leur saveur, leur valeur expressive, et dont l'avenir est peut-être de remplacer, partiellement au moins, les patois dans le développement futur du régionalisme?*»

L'approche des belgicisms dans les ouvrages modernes cités (voir encadré) est en tout cas essentiellement descriptive.

Un dernier coup de fusil

La variation diatopique est donc de plus en plus regardée comme une richesse et les régionalismes, comme un patrimoine culturel.

Toutefois, divers facteurs qui vont de l'allongement de la scolarité à la construction européenne en passant par l'impact de médias «sans frontières» font que quantité de belgicisms meurent de mort lente (ainsi, *pain français*, «baguette») ou de mort rapide (ainsi, *elbot*, «flétan», éradiqué de l'usage commercial par l'arrêté royal portant réglementation des dénominations des produits de la pêche, etc.) du 22 mai 1996).

Il est, au demeurant, souhaitable que l'émetteur et le récepteur d'un message pratiquent le même code. Les belgicisms sémantiques sont à cet égard les plus perturbants. Les «vitres [...] pâmées» de Fr. Houdart ne peuvent que dégager une étrange poésie en dehors du Hainaut picard. Le sens «laver son trottoir» que connaît *faire son trottoir* en Belgique et celui d'«entaille (au cuir chevelu)» que connaît *crin* dans la majeure partie de la Wallonie ont récemment induit plusieurs étudiantes de l'ULg à commettre de cocasses contresens lorsqu'au cours d'une épreuve écrite, elles ont dû gloser ces passages de Corbière «*Moi, je fais mon trottoir, quand la nature est belle*» et de Verhaeren «*ma couronne d'épines [...] comme des crins / D'éclairs et de flammes*». Sonner «appeler au téléphone» (en France, «appeler au moyen d'une sonnette» [cf. «je ne vous ai pas sonné»]) et universitaire «diplômé d'une université» (en France, «membre d'une université») ont déjà engendré de fâcheux quiproquos. L'ambiguïté d'être *droit dans ses bottes*, qui signifie en Belgique «avoir la conscience tranquille», mais en France, «camper sur ses positions»: «*Je préfère être souple dans mes baskets que droit dans mes bottes*» (Jospin) et de *tournante*, qui est en Belgique un «roulement», mais, en France, une «*appellation ludique pour désigner des viols collectifs*» a également de quoi laisser rêveur.

Faut-il être pour les belgicisms, contre, pour certains et contre d'autres, pour les belgicisms dans certaines circonstances et contre dans d'autres? Il serait discourtis de quitter cet «espace de libertés» sans laisser le débat ouvert. ▲

Orientation bibliographique

- H. Baetens Beardsmore, *Le français régional de Bruxelles*, Bruxelles, Presses Universitaires de Bruxelles, «Institut de Phonétique, Conférences et Travaux, 3», 1971.
- W. Bal, A. Doppagne, A. Goosse, J. Hanse, M. Lenoble-Pinson, J. Poh et L. Warnant, *Belgicisms. Inventaire des particularités lexicales du français en Belgique*, Louvain-la-Neuve, Duculot-Conseil international de la Langue française, 1994.
- Chr. Delcourt, *Dictionnaire du français de Belgique*, 2 vol., Bruxelles, Le Cri, 1998 et 1999.
- Fr. Massion, *Dictionnaire de belgicisms*, 2 vol., Frankfurt am Main-Bern-New York-Paris, Peter Lang, 1987.

¹ Les abréviations suivantes seront désormais utilisées: fr.B. pour français de Belgique, nl. pour néerlandais et nl.B. pour néerlandais de Belgique.

² *Remarques sur les germanismes. Ouvrage utile aux Allemands, aux Français et aux Hollandais*, & c. (T. 1) et *Remarques sur les germanismes, les anglicismes & c.* (T. 2) d'É. Mauvillon.

³ C'est d'ailleurs dans la 2^e éd., qui est posthume, de cet ouvrage (1811) qu'apparaît pour la 1^{re} fois le terme «belgicisme». Le livre de Poyart fut le premier d'une longue série qui culmina avec deux ouvrages pleins d'alcrité (et d'érudition): la *Chasse aux belgicisms* et la *Nouvelle chasse aux belgicisms* (1971 et 1974) de J. Hanse, A. Doppagne et H. Bourgeois-Gielen.

Langue française et anglomanie

DANIEL LAROCHE

Directeur de la Maison de la Francité

Presse écrite, radio, télévision, enseignes commerciales, slogans publicitaires, affiches et prospectus culturels: les messages publics en français sont émaillés de mots ou d'expressions anglais - et le phénomène semble s'amplifier chaque jour. À cette évolution, les réactions des francophones eux-mêmes sont divergentes. Il n'est donc pas inutile de faire le point sur cette «anglomanie»: quels sont ses causes, son ampleur, ses effets, quelle attitude adopter à son égard?

En 2005, la Maison de la Francité a mené dans différents médias une enquête qui a permis de repérer, en un mois dans la presse écrite, 550 termes anglais différents. Parmi les plus fréquents, citons: *business* (42), *challenge* (15), *club* (19), *coach*, *coacher* et *coaching* (33), *design* et *designer* (16), *dope*, *dopage* et *antidopage* (18), *e-mail* et *mail* (19), *fan* (16), *interview* (21), *leader* et *leadership* (49), *manager* et *management* (41), *marketing* (26), *match* (17), *road show* (16), *shopping* (21), *show* (50), *star* (34), *stress*, *stressant* et *déstresser* (15).

L'écoute d'émissions radio a permis de relever: *best of*, *best-seller*, *booster*, *box-office*, *cash* (paiement), *crash*, *crash-test*, *go between*, *hit-parade*, *live* (enregistrement), *lobby*, *masters* (tennis), *outsider*, *package*, *screening*, *sponsor*, *sponsoriser*, *staff* (football), *stand by*, *tax-on-web*, *workshop*, *zapper*, *zappeur*, etc.

Quel pourcentage du vocabulaire français ces anglicismes représentent-ils? Un indice: le dictionnaire Robert des anglicismes compte 2 700 mots. Si on retire les termes vieilliss, il en reste 1 500 environ, soit 2,5% du lexique français actuel, qui avoisine les 60 000 mots (c'est le contenu du *Petit Robert*). Plus récemment, ayant examiné un recueil de textes français de 2002, le linguiste français Claude Hagège constate que l'anglais ne fournit pas plus de 2,6% du vocabulaire.

Cependant, plusieurs de ces mots anglais reviennent très souvent dans les textes français, donnant ainsi l'impression qu'ils sont omniprésents. Si, les trente dernières années, le nombre de termes empruntés est resté relative-

ment stable, leur fréquence d'emploi a fortement augmenté.

Réactions

Certains voient l'anglomanie comme un danger grave pour la langue française, danger à combattre par tous les moyens; les Québécois notamment s'y emploient avec vigueur. Une deuxième réaction est le fatalisme; on se dit que, de toute façon, il est trop tard, que le rayonnement de l'anglo-américain est invincible, ou bien que la mode passera. Troisième type de réaction: l'anglicité assumée, et même revendiquée, surtout dans la jeune génération.

Celle-ci a plusieurs motivations. D'abord le désir de suivre la mode, d'adopter un certain langage pour manifester qu'on est «dans le coup». Ensuite, signifier son appartenance à un groupe social, à une classe d'âge, à une corporation professionnelle; les anglicismes fonctionnent ici comme signaux de reconnaissance (à l'égard des semblables) et d'exclusion (à l'égard des autres).

Certains évoquent le besoin de vocabulaire: le français serait une langue peu innovante, face à l'anglo-américain, plus riche, plus inventif. Il est vrai que beaucoup de nouveautés sont américaines dans les domaines des techniques, du cinéma, du sport et d'autres: la langue américaine crée aussitôt les mots pour les désigner.

Autre argument: la recherche de la brièveté. *Self bank* est plus court que «libre service bancaire», *show biz* que «industrie du spectacle», *spray* que «vaporisateur», *dealer* que «revendeur de drogue». Ces termes d'une ou deux syllabes sont une aubaine pour les journalistes de la presse écrite, qui aiment les titres percutants. Dans le même ordre de motivations, l'anglicisme permet aux publicitaires de faire l'économie du bilinguisme français-néerlandais dans leurs annonces. Restent enfin les raisons commerciales: ça fait plus moderne, plus jeune, ça passe mieux...

Mais peut-être les puristes sont-ils des nostalgiques d'une langue française idéalisée. Peut-être les fatalistes man-

quent-ils de clairvoyance. Et les arguments des «anglomaniques» sont-ils aussi solides qu'ils paraissent?

Emprunt ou anglomanie

Il faut bien distinguer l'emprunt à l'anglais et l'anglomanie. L'emprunt est un facteur d'enrichissement de la langue quand il est justifié par l'apparition d'un objet inédit, d'une réalité nouvelle, d'un concept original. L'anglomanie, elle, consiste à utiliser des anglicismes inutiles ou ambigus, des pseudo-anglicismes générateurs de confusion.

Souvent en effet, les anglicismes sont cause d'ambiguïté. Ainsi le cas des «faux amis», comme «alternative» (en anglais, chacune des deux solutions possibles), «digest» (en anglais, résumé, condensé d'un livre), «pressing» (en anglais, teinturerie). La formule «une inflation rampante» est un calque de l'expression anglaise *rampant inflation*; or, l'anglais *rampant* signifie «effréné», «violent». Le terme «lay-out» désigne-t-il la maquette d'un document, la «mise au net», le «crayonné», l'«avant-projet», la «prémaquette»? Sous l'allure technique du terme se cache une grande imprécision.

Autre grand risque de l'anglomanie: l'ignorance accrue du francophone à l'égard de sa propre langue. Plus il emploie de termes anglo-américains, plus son vocabulaire français se réduit. Alors que l'emprunt est un facteur d'enrichissement du lexique français, l'usage débridé d'anglicismes a pour effet de l'appauvrir: non seulement il provoque l'oubli de mots français parfaitement utiles, mais il décourage la création de nouveaux mots français là où ils seraient utiles.

L'anglomanie est spécialement néfaste dans les messages publics: circulaires administratives, annonces d'événements, articles de journaux, offres d'emploi, etc. Le risque augmente chaque jour, pour le public francophone, de mal comprendre les messages qui lui sont adressés. Il y a peu, dans les nouveaux bus de la STIB, sous une trappe d'évacuation dans le toit, figurait l'inscription *emergency exit*: pas de trace du français ou du néerlandais, les deux langues officielles de la Région.

L'anglomanie rejoint ici les méfaits du jargon: quand quelqu'un ne comprend pas les messages qui le concernent, il y a anomalie, et même déficit démocratique. Que les spécialistes jargonnent entre eux n'est pas condamnable: là où commence la dérive, c'est quand le jargon se répand dans la communication publique. Rappelons un principe essentiel: toute personne a le droit de recevoir dans sa langue, et dans un style compréhensible, les messages qui la concernent.

Signalons encore deux dangers. D'abord, l'anglomanie rend l'apprentissage du français plus difficile pour les non-francophones, par les incohérences supplémentaires qu'elle induit dans la prononciation et la graphie. Ensuite, l'anglicisation du langage n'est pas sans effet sur l'identité culturelle des communautés non-anglophones. Elle suggère que le style de vie nord-américain est le modèle à suivre si l'on veut rester en phase avec la modernité. Par contraste, les cultures française, allemande ou espagnole apparaissent comme traditionnelles, sinon conservatrices. Bref, on utilise l'anglais pour paraître moderne, mais par là on discrédite sa propre langue, sa propre culture - et on se discrédite soi-même.

© Delcourt

Qui sait que LPG signifie *liquid petroleum gas*?

Que faire?

Une attitude pragmatique: adopter les emprunts «à la carte», c'est-à-dire de manière critique et raisonnée. Tout d'abord, il faut rejeter sans complexe les emprunts inutiles ou obscurs: *best-of* (anthologie), *casting* (distribution), *freezer* (glacière), *one shot* (coup unique), *overbooking* (surréservation), *return* (rendement), *sponsoring* («parrai-nage»), etc.

Parallèlement, il faut accepter les enrichissements réels, les mots qui n'ont pas de bon équivalent français: *clown*, *cow-boy*, *jazz*, *jeep*, *puzzle*, *rugby*, *stress*, *tennis*, *test*. L'adoption des emprunts est évidemment favorisée par la francisation de ceux-ci. Agnostique, contraception, électrocution, esthète, flanelle, héliport, insanité, malnutrition, mentalité, ouest, respectabilité, roquette: ces mots sont parfaitement intégrés au système phonétique, graphique et lexical du français.

Au reste, la meilleure des réponses consiste à encourager la création terminologique, c'est-à-dire à trouver de bons équivalents français. Il existe en France une Commission générale de Terminologie, dont le glossaire officiel compte actuellement 3 000 termes. D'autres centres fonctionnent au Québec et en Belgique francophone. La création d'équivalents français se fait par trois voies:

- la néologie (création d'un mot nouveau): «courriel» pour *e-mail*, «télécopie» et «télécopieur» pour *fax*, «influçage» pour *lobbying*, «publipostage» pour *mailing*;
- la périphrase: «cousin d'air» ou «cousin gonflable» pour *airbag*, «tournée de promotion» pour *road show*;
- l'élargissement sémantique d'un terme existant: «citadine» pour *city-car*.

Avec la sensibilisation du public francophone aux dangers de l'anglomanie, la création terminologique constitue, pour l'avenir du français, une activité véritablement stratégique. Loin des lamentations ou de la résignation, elle démontre quotidiennement la faculté d'adaptation de notre langue, y compris dans les domaines scientifique et technique. Un seul regret: que cette création ne soit pas assez diffusée auprès du grand public. ▲

Cet article résume une conférence donnée à la Bibliothèque des Riches-Clares à Bruxelles, le 15 mars 2006.

Un patrimoine linguistique international

HENRIETTE WALTER

Il existe de nombreux dictionnaires et ouvrages divers décrivant les emprunts lexicaux qu'une langue a pu accumuler au cours des siècles. Plus rares sont ceux qui présentent le point de vue inverse, celui des formes linguistiques exportées par cette langue vers d'autres langues¹.

Or, le français –avec l'anglais, bien entendu– constitue un bon exemple de langues ayant fourni à un très grand nombre d'autres langues un contingent important de vocabulaire. Ce mouvement du lexique français en direction du reste du monde est très ancien: il a précédé de plusieurs siècles celui que la langue anglaise connaît de nos jours. Il en est résulté que ces formes françaises exportées ont connu

bien des transformations dans les langues d'accueil au cours du temps. D'où la nécessité d'une typologie de ces emprunts naturalisés.

En effet, dans le labyrinthe des formes empruntées, une hiérarchie s'impose. Il faudrait tout d'abord repérer les cas où le terme emprunté coexiste avec le terme indigène afin de ne pas les confondre avec les cas où seul le terme d'origine française est utilisé: par exemple, en portugais, *soutien*, emprunté au français *soutien-gorge*, est la seule forme usuelle, ce qui donne vigueur et pérennité à cet emprunt.

De même, il est essentiel de distinguer entre les emprunts de forme (ptg. *abajur* < fr. *abat-jour*, ou *jardim* < fr. *jardin*, et les calques ou emprunts sémantiques: *pequeno-almoço* n'est qu'une simple traduction du français *petit-déjeuner*.

L'existence d'emprunts devenus des «faux amis» à l'époque actuelle doivent par ailleurs faire l'objet d'une recherche historique spécifique. Parmi les innombrables formes lexicales que le français a fournies à l'anglais, il se trouve que bon nombre d'entre elles ont conservé en anglais le sens qu'elles avaient en français au moment de l'emprunt – mais qui n'existe plus dans le français d'aujourd'hui: la

zibeline se dit *sable* en anglais, or *sable* était bien le nom de ce mammifère en ancien français; et ceux qui, actuellement, se gendarmement contre le verbe *supporter* dans le sens de «soutenir» (une équipe de sport ou un projet) ne se rendent pas compte que c'est bien le sens de «soutenir» que le verbe *supporter* avait au Moyen Âge en français, au moment où il avait été emprunté par l'anglais².

On ne pourra pas s'attarder sur les milliers de mots français qui ont enrichi non seulement l'anglais, le roumain, le portugais, l'italien, mais aussi bien d'autres langues du monde. En revanche, il est possible de restreindre l'analyse aux évolutions sémantiques surprenantes qu'ont pu subir les mots français dans la langue d'accueil.

L'adjectif *fidel* qualifie en allemand quelqu'un «qui est enjoué, qui aime s'amuser». Dans cette même langue, *Allee* renvoie à une longue avenue bordée d'arbres; un *Baiser* est une meringue. Enfin, dans le domaine de la presse, un *Feuilleton* correspond en allemand aux pages culturelles d'un journal ou d'une revue³.

Avec l'anglais, on n'a que l'embarras du choix mais voici quelques exemples peu cités: *fatigue* peut aussi désigner la corvée, *fatigues*, le treillis (du soldat); *guillotine*, le massicot. Le *chiffon-cake* est la meringue et aux États-Unis, un *résumé* est un C.V.

Le néerlandais présente aussi quelques curiosités: *perron* est le quai (de gare), le *bon*, une contravention, la *karbonade* est une côtelette et *krant* le journal.

Finalement, voici pêle-mêle:

- en danois, *avis*, «journal»; *lune*, «caprice»; ou encore *millionbøf*, «bœuf haché servi avec une sauce à la crème»;
- en espagnol: *foie gras*, «n'importe quel pâté»; *carne*, «carte d'identité»;
- en italien: *chiffon*, «mousseline de soie»; *soubrette*, «artiste de music-hall».

On pourrait prolonger cette liste en y ajoutant d'autres mots et d'autres langues mais ces quelques exemples auront sans doute suffi à donner une idée de l'extension réelle et du destin remarquable de la langue française dans les langues du monde. ▲

Élections du 8 octobre

Le CAL contre le vote d'extrême droite

960 000 Flamands, 170 000 Wallons, 45 000 Bruxellois ont accordé leur suffrage à un parti d'extrême droite aux dernières élections régionales; soit 1 électeur sur 6 pour la Belgique, 1 électeur sur 4 pour la Flandre, 1 électeur sur 3 à Anvers. Le FN, quant à lui, a doublé son score de 1999, passant de 3,95% à 8,12%.

Même si elle fait frissonner, la lecture des chiffres de la montée de l'extrême droite ne doit pas pour autant masquer la réalité suivante: **nous sommes aujourd'hui encore des millions d'électeurs à NE PAS voter pour l'extrême droite** et ce malgré une démocratie souvent bien malmenée ou des conditions d'existence peu rassurantes...

À l'heure où les sympathisants du Vlaams Blok/Belang et du Front National se dévoilent de plus en plus ouvertement, le Centre d'Action Laïque pense aujourd'hui que **les citoyens démocrates doivent pouvoir afficher symboliquement leur refus des idées d'extrême droite et montrer qu'ils sont largement majoritaires!** Ceci sera le message d'une large campagne de communication qui sera lancée dans les semaines qui précéderont le scrutin du 8 octobre prochain.

Une campagne: comment?

Cette campagne se veut positive et non moralisatrice.

Face au défaitisme, à l'individualisme, il s'agit de valoriser la force démocratique que représentent les millions d'électeurs qui ne votent pas pour les partis d'extrême droite. C'est le message essentiel du spot audiovisuel destiné à passer sur les différentes télévisions.

Un insigne -celui du triangle rouge- sera très largement diffusé afin d'être porté par un grand nombre de personnes qui auront ainsi l'occasion d'afficher dans l'espace public leur soutien à la démocratie.

L'évaluation des approches pour lutter contre le vote d'extrême droite montre que les méthodes d'interpellation et

de stigmatisation de l'électorat vulnérable comporte des risques de diabolisation et de victimisation qui peuvent avoir un effet contraire au but recherché.

C'est pourquoi nous avons opté pour une stratégie positive, encourageant le respect des valeurs démocratiques et l'action concrète des citoyens.

Ce choix a été opéré avec beaucoup de modestie et une large ouverture. Seul, aucun groupe ne peut renverser la tendance au découragement qui se marque de diverses manières dans notre société. Il est évident que nous devons compter sur la volonté des médias de participer, eux aussi, à cette stratégie en mettant en exergue les actions positives des citoyens et des responsables politiques.

Cette campagne se déclinera autour de la diffusion d'un spot télévisé et de différents outils. Parmi ceux-ci, le pin's triangle rouge*... *une marque accrochée à la veste des prisonniers politiques et des résistants dans les camps de concentration nazis*. Porter ce symbole aujourd'hui c'est dire: **«Non aux idées d'extrême droite!»**

Le citoyen qui porte ce symbole pose clairement un acte de résistance et suscite le dialogue.

Une campagne: quelles actions?

- ❖ Diffusion d'un spot audiovisuel de Jaco Van Dormael
- ❖ L'invitation à porter le pin's triangle rouge
- ❖ Mise à disposition d'un argumentaire
- ❖ Des affiches
- ❖ Un site www.trianglerouge.be centré sur les outils de la campagne.

Pour toute information concernant cette campagne: CAL – Tél. 02/627.68.11 – Fax: 02/627.68.01.

* encarté dans ce magazine pour les abonnés.

¹ Cf. cependant le récent ouvrage de Franck Resplandy, *L'étonnant voyage des mots français dans les langues étrangères*, Paris, Bartillat, 2006, 207 p.

² Frédéric Godefroy, *Lexique de l'ancien français*, Paris, Champion, 1965, 544 p., sous *supporter* (sic), p. 497.

³ Wolfgang Pfeifer (sous la dir.), *Etymologisches Wörterbuch des Deutschen*, Berlin, Akademie Verlag, 1989, 3 tomes, 2093 p. volume 1, p.430, sous *Feuilleton*.

Une Europe laïque?

HERVÉ HASQUIN

Le dernier livre de Françoise Champion*, chargée de recherche au CNRS, éminente sociologue des religions vient à son heure, notamment pour un public français généralement fort ignorant de ce qui se passe au-delà des frontières de la République.

«La laïcité n'est pas réductible à son modèle français». Cette formule, certainement banale aux yeux de beaucoup de Belges, ne commence à s'imposer en France que dans un étroit cercle de spécialistes; on y compte notamment Jean Baubérot qui, depuis une quinzaine d'années, collabore avec des enseignants et chercheurs de l'ULB. Le récent débat référendaire relatif au projet de Constitution européenne avait montré à quel point l'opinion française était focalisée sur ce qu'elle se complait à baptiser «l'exception française» et sur une équation un rien simpliste pour nombre d'étrangers: «République» égale «laïcité» et inversement.

Venons-en directement à la conclusion de F. Champion. Les démocraties européennes ont connu ces dernières décennies l'émergence d'une «laïcité-sécularité» qui relativise considérablement le cas français. Le titre du livre est en partie trompeur. Il y a certes l'un ou l'autre coup de projecteur sur l'Allemagne, le Danemark, les Pays-Bas, la Belgique, bien sûr une analyse de la situation française, mais 90% de l'espace rédactionnel sont consacrés à l'Angleterre et accessoirement à l'Écosse et l'Irlande. Cette plongée dans l'univers britannique consiste en une histoire approfondie des rapports du politique et des Églises depuis le XVI^e siècle, jusqu'aux discours et préoccupations religieuses de Margaret Thatcher et Tony Blair.

Cette Angleterre qui, à première vue, a tellement peu de choses en commun avec la «France laïque» est pourtant celle qui a souvent

donné le ton dans «l'arrachement à l'univers religieux traditionnel». Quoi de plus surprenant de la part d'un pays avec une Église anglicane établie, associée à l'État, qui dans un souci de cohésion nationale et d'identité chrétienne avait introduit dès 1870 un enseignement religieux «non-dénominationnel» pour transcender les diverses confessions chrétiennes. Dans l'Angleterre de la reine Victoria, une sorte de «religion civile» s'était imposée. C'est cependant dans ce pays-là que «la perte d'influence du christianisme sur les consciences» bouleverse les idées reçues. L'Église anglicane n'avait-elle pas légitimé dès les années 1930 le recours à la contraception, puis dans les années cinquante, à la «pilule»? Le grand tournant se situe en 1960, une date symbolique avec la levée de la censure relative au fameux livre *L'amant de Lady Chatterley*. Puis vint en 1967 la législation de l'IVG. La révolution morale et sexuelle continue à s'accomplir en passant en septembre 2001 par le mariage homosexuel et novembre 2002 par l'acceptation par la Chambre des Lords de l'adoption d'enfants par les couples non mariés. Comme l'écrit F. Champion, c'est «la fin de la religion dans l'institution sociale du biologique humain». En quoi finalement cette société anglaise se dissocie-t-elle du reste de l'Europe? En rien. Elle est devenue une société postchrétienne et postreligieuse et donc une société séculière qui n'implique pas pour autant la disparition de la religion.

Bref, peu importe le régime juridique de l'État et des Églises, qui relève de plus en plus du domaine des apparences, les sociétés européennes sont des «sociétés séculières». Elles se retrouvent autour de valeurs qui se confondent avec celles de la démocratie. Après tout, c'est ce qu'avaient fait prévaloir les protagonistes de la «Déclaration

universelle sur la laïcité au XXI^e siècle», présentée à Paris en décembre 2005 lors de la commémoration de la loi de Séparation de 1905.

Ce livre se termine par une interrogation et un souhait. Comment ces sociétés européennes laïques-séculières vont-elles redéfinir la place et le rôle de la religion dans la vie publique face à l'affirmation religieuse des populations issues de l'immigration? Le souhait concerne essentiellement la France où la question de l'école parasite pour l'essentiel la réflexion laïque: il serait temps de diversifier les préoccupations de l'humanisme-séculier comme on l'a fait en Belgique, aux Pays-Bas et en Angleterre, par exemple.

Vient de sortir
Clés pour l'humanisme européen
La FHE en Europe
15^e anniversaire, juin 2006.

Une publication bilingue (français-anglais) de la Fédération humaniste européenne.

Information: Tél. 02/627.68.90 -
fhe@ulb.ac.be ou www.humanism.be

Quand les femmes regardent les étoiles

PAUL DANBLON

Serait-ce la composante poétique de l'astronomie –le vertige des espaces infinis ou je ne sais quelle extase nocturne, cette obscure clarté qui tombe des étoiles– qui ferait que cette science compte, quand on y regarde de près, un nombre assez surprenant, aux yeux d'un macho lambda, de personnalités féminines remarquables?

Pas du tout! Détrompez-vous, vous n'y êtes pas: c'est au contraire selon une voie rigoureuse, pragmatique, positiviste pour tout dire, mais il est vrai quelque peu laborieuse, tâcheronne même, voire parfois ancillaire, qu'il est arrivé à plus d'une des membres de la grosse moitié de l'humanité d'inscrire glorieusement son nom au fronton de cette reine des sciences!

Pour vous en convaincre, lisez les 200 pages de *L'Astronomie au féminin* (Vuibert * Adapt) que Yaël Nazé, elle-même du métier –elle est astrophysicienne et vulgarisatrice de talent– consacre à la question. Vous apprendrez ainsi que le dernier siècle, surtout dans sa seconde moitié, a compté quelques compétences féminines de première magnitude (le terme s'impose...) dans des domaines souvent particulièrement pointus.

Telle, entre bien d'autres, Margaret Burbidge, (née Peachey, c'est important, vous allez voir...). En 1940, plusieurs collaborateurs de l'Observatoire de l'université de Londres étant appelés sous les drapeaux, on lui propose... de les remplacer tous, ce que cette jeune astronome diplômée depuis un an accepte avec enthousiasme. Elle trouve le temps de rédiger une thèse sur une variété particulière d'étoiles chaudes, véritables usines de la nucléosynthèse, question particulièrement ouverte à l'époque, thèse qu'elle défend avec succès en 1943. Mais, la guerre ter-

minée, les titulaires retrouvent leurs postes et Margaret se voit reléguée à un emploi de second assistant!

En fin de compte, son astronome de mari et elle gagneront les États-Unis où tous deux commenceront une brillante carrière qui deviendra internationale.

Pourquoi disais-je plus haut que son nom de jeune fille était important? C'est que la mère de Margaret, Marjorie Peachey, fut pour son époque une figure peu banale: s'opposant à la volonté paternelle, elle entreprend et mène à bien de brillantes études scientifiques, épouse son professeur de chimie et donne le jour à Margaret le 12 août 1919. La petite fille semble avoir hérité de la détermination de sa mère et de l'intérêt parental pour les sciences naturelles, puisque la chronique familiale raconte que, vers l'âge de 12 ans, Margaret calcula qu'elle avait été conçue... au moment de l'Armistice.

Voyez-vous, si j'ai quelque peu détaillé ce chapitre, c'est que c'est là, à mon sens, une des principales vertus de ce livre: les personnages y sont évoqués avec empathie et générosité. On a vraiment le sentiment que l'auteur les admire et les aime.

Touchante figure aussi que celle de Henrietta Swan Leavitt, découvreuse des étoiles pulsantes (ce qui semble être aussi le cas de notre Soleil), proposée en 1925 pour le Nobel et dont on s'aperçoit qu'elle est morte trois années avant dans l'indifférence de la communauté scientifique.

Il en est de même pour Vera Cooper Rubin, spécialiste de la matière noire, un de grands mystères cosmologiques ou de Jocelyn Bell, éminente radioastronome de Cambridge qui, en 1968, décrypta les signaux que

d'aucuns avaient cru pouvoir attribuer à des extraterrestres intelligents (les fameux *little green men*...) et leur restitua une origine moins SF, ainsi que de plusieurs autres.

Maintes fois, il est vrai, Yaël Nazé rappelle que ces femmes eurent à lutter contre bien des préjugés académiques et dès lors... masculins, tels que la publication de certains travaux dont elles étaient, et de loin, le principal auteur, à l'en-tête desquels leur nom ne figurait qu'à peine, voire pas du tout...

C'est dans cet esprit que, tout à l'heure, j'ai utilisé le terme ancillaire.

Tout au long du XIX^e siècle et encore bien longtemps pendant le XX^e, les femmes qui s'investirent dans les sciences s'y sont vues bien souvent reléguées à des fonctions obscures alors que leurs compétences auraient pu leur ouvrir l'accès à des tâches plus nobles. Je note en particulier le chapitre consacré à cette tâche immense, méticuleuse, véritable tonneau des Danaïdes, que fut la classification des différents types d'étoiles, cheval de bataille d'Edward Charles Pickering, directeur de l'Observatoire de Harvard et son savoureux harem de collaboratrices dévouées qu'il traitait, nous dit-on, avec tous les égards.

Pour la bonne bouche: cet hommage liminaire rendu à l'émouvante Hypathie d'Alexandrie, fort belle de surcroît, disciple de Ptolémée, qui construisit un astrolabe dont on se souvient encore, enseigna Platon et Aristote et tomba sous les coups de moines fanatiques à la solde de l'évêque local, Cyrille, celui-là même qui incendia la célèbre bibliothèque.

Une trajectoire non dépourvue de cohérence...

* F. Champion, *Les laïcités européennes au miroir du cas britannique XVI^e-XXI^e siècle*, Rennes, P.U.R., 2006.

La tache

PASCAL MARTIN

La tache des populismes croît comme un cancer aux poumons des démocraties européennes. L'Est n'est pas épargné.

«L'Union est très désarmée car elle pratique à 90% une unification négative»

En 1999, plaquées sur les murs de Vienne et d'Autriche, des affiches bleues avaient provoqué un haut-le-cœur international. L'une était barrée du mot «Überfremdung», terme emprunté à la terminologie nazie que l'on peut traduire par «surpopulation étrangère». Une autre montrait Jörg Haider flanqué d'un candidat de son parti, le Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖ, Parti de la Liberté). Trois mots y prônaient un nationalisme sans concession: «Deux vrais Autrichiens». La suite est connue. Jörg Haider hissa son parti au faite de la vie politique nationale. L'Union européenne, poussée dans le dos par la France et la Belgique, frémit à l'idée que le «Caméléon» devienne vice-chancelier. Les sanctions bilatérales furent décrétées contre Vienne. Haider commença sa longue traversée du désert en Carinthie. Et les Européens réussirent non sans mal à s'extraire de l'impasse où ils s'étaient enfoncés: en décembre 2000, le traité de Nice établit un mécanisme d'alerte en cas de risque de violation des valeurs fondamentales de l'UE par un de ses États membres.

Pourtant, la tache des populismes, le plus souvent nationalistes et xénophobes, n'a jamais cessé de grandir aux poumons des démocraties européennes.

Six ans après la crise autrichienne, l'Histoire pourrait se répéter. Retenez bien ce nom: Strache. Heinz-Christian Strache est le nouveau leader du FPÖ. En 2005, le parti s'est scindé après que Haider l'eut incendié pour fonder le Bündnis Zukunft Österreich (BZÖ, Alliance pour l'avenir de l'Autriche). Si le BZÖ ne décolle pas dans les sondages, le FPÖ revitalisé par Strache pourrait emporter de 10 à 15% des voix lors des législatives de l'automne prochain. Ce résultat le laisserait loin du score de 1999 (27,6%). Mais il suffirait à confirmer la renaissance du parti et à en faire l'arbitre potentiel des futures négociations gouvernementales.

Au terme de sept années de gouvernement, le Parti populaire (ÖVP, conservateurs) de Wolfgang Schüssel est en bonne forme et l'on voit mal pourquoi il irait s'allier à l'adversaire de toujours qu'est le Parti social-démocrate (SPÖ). Quant aux Grünen (Verts), ils n'ont aucune expérience du pouvoir. Ajoutons encore que l'Autriche est aux premières loges de la Nouvelle Europe et que cette proximité entretient un sentiment xénophobe dans sa population. Une nouvelle expérience gouvernementale du FPÖ aux côtés de l'ÖVP aurait donc l'effet de la verveine sur les impatiences. Selon un observateur de la vie politique autrichienne, Strache est même «meilleur» que Haider dans le rôle de l'épouvantail: «Plus radical, plus dur, plus xénophobe, plus tout». Strache sera en outre bien servi par l'actualité: la campagne per-

manente qu'il mène contre l'adhésion de la Turquie, dans un pays où 80% de la population ne veut pas d'Ankara, s'accommodera parfaitement du rapport que publiera à l'automne la Commission européenne. Ce document, qui fera le point sur l'état des négociations d'adhésion avec la république kémaliste, est déjà annoncé comme largement négatif.

Il ne s'agit toutefois là que d'une suite d'hypothèses. Si elles se réalisent, elles auront au moins un mérite: montrer si l'Europe est à nouveau capable d'indignation. Mieux: de réaction. On peut en douter.

L'atonie de l'Union

Les temps où Louis Michel recommandait de ne pas aller faire de ski en Autriche sont en effet bien loin. Ni l'arrivée au pouvoir de Berlusconi en 2001, ni le coup de main prêté depuis les travées du Folketing par l'extrême droite au gouvernement minoritaire danois, ni les mésalliances contractées par les frères Kaczynski en Pologne n'ont véritablement alerté les gouvernements de l'Union européenne. Pourquoi cette atonie? Dans *Le Soir* du 6 juillet dernier, le politologue français et spécialiste des populismes Yves Mény donnait cette explication: «L'Union ne peut pas grand-chose pour des formes de populisme relativement "soft". Elle est très désarmée car elle pratique à 90% une unification négative. C'est la suppression des barrières. Or tout système démocratique construit sa légitimité sur deux piliers. Un: l'élection et le respect de l'État de droit. Deux: la redistribution et la solidarité, qu'importe leur ampleur. Au contraire, l'UE ne crée pas de solidarité. Du coup, ses mécanismes de sanction sont aussi extrêmement limités»¹.

C'est d'absence de solidarité «bien comprise» dont il faudrait plutôt par-

ler. Car inexistante sur le plan social, l'UE n'est en revanche pas chiche en fonds de préadhésion et d'adhésion. À titre d'exemple, 13,5 milliards d'euros doivent échoir à la Roumanie pour son agriculture et sa pêche. Mais qui le sait? L'Union est une piètre communicatrice et chaque État membre, c'est bien connu, a tôt fait de s'accorder le mérite des mannes financières venues de Bruxelles. Surtout, cet argent n'est pas versé à titre individuel. Il se dilue dans le financement de programmes gigantesques dont les bénéfices ne seront palpables que dans plusieurs années.

La précarité est habituellement citée parmi les facteurs qui créent un terreau favorable à l'extrême droite. La Slovaquie, que le milieu européen loue pour avoir mené à la cravache ses négociations d'adhésion et des réformes macroéconomiques radicales, est aussi handicapée par un chômage qui flirte avec les 18%. Classiquement, le passage du communisme à l'économie de marché y a élargi le fossé entre gagnants et perdants. La sanction électorale n'a pas tardé: l'Union démocratique et chrétienne de Mikulas Dzurinda a cédé en juin sa place aux sociaux-démocrates de Robert Fico. Et celui-ci de s'allier pour gouverner au SNS, l'extrême droite anti-tzigane et anti-hongroise de Jan Slota. L'UE n'a pas bronché. «Wait and see», a lâché en substance la Commission européenne.

Combien de temps l'Europe attendra-t-elle encore? Cette patience

—cette lâcheté?— paraît inébranlable. La preuve par la Pologne où, depuis leur accession au pouvoir, les frères Kaczynski n'ont cessé de faire la nique aux valeurs européennes. Leur très conservateur parti (PIS, Parti Droit et Justice) s'est allié en mai dernier aux populistes antilibéraux de Samoobrona et à l'extrême droite ultracatholique de la Ligue des familles polonaise (LPR). Les signes avant-coureurs de l'autoritarisme n'ont pas tardé. La loi sur la «lustration» a été étendue ainsi à tous les journalistes. Imposée d'abord dans les médias publics, elle s'intéresse désormais aux professionnels de la presse nés avant 1972, cherchant à débusquer ceux qui auraient collaboré avec la police politique communiste.

Les droits fondamentaux ne sont de toute évidence pas une priorité du nouveau gouvernement polonais. Proche de la LPR, la Jeunesse panpolonaise «casse du pédé» régulièrement. Les relations qui lient ce mouvement à un parti gouvernemental devraient à elles seules inquiéter les gouvernements européens. Tout comme devrait les alerter le discours ultracatholique et xénophobe de Radio Maryja. Mais rien n'y fait. Du moins ouvertement.

Intolérance polonaise

Le Parlement européen fait exception. À la mi-juin, les eurodéputés réunis à Strasbourg ont adopté une résolution qui dénonce la recrudescence des violences racistes, xéno-

phobes et homophobes. Le texte a crossé au passage le gouvernement de Varsovie, soulignant la préoccupation de l'institution devant «la montée générale de l'intolérance [...] en Pologne alimentée notamment par des tribunes religieuses telles que Radio Maryja, station au discours antisémite». Les parlementaires européens —en fait la gauche du Parlement et une partie du Parti populaire européen (centre droit)— y ont invité l'UE à se pencher sur le problème de la «participation au gouvernement de la Ligue des familles polonaise, dont les dirigeants incitent les citoyens à la haine et à la violence».

Effet nul, ou presque. Si l'on s'est ému à Varsovie de voir Strasbourg mettre ainsi son nez dans les affaires intérieures, les autres capitales n'ont pas bronché. «Chacun tempère», explique cet eurodéputé socialiste, «au prétexte que tant qu'il n'y a rien de sérieux, mieux vaut ne pas faire de vagues». Ce parlementaire confie que même son propre groupe, qui est pourtant à l'origine de cette résolution, est divisé sur l'intérêt de mener une guerre préventive contre les jumeaux Kaczynski, désormais président et premier ministre de Pologne. De parfaits autocrates.

L'automne sera riche en enseignements. Car nul ne pourra ignorer une nouvelle poussée de fièvre extrémiste en Autriche. La crise qui a opposé en 2000 Vienne au reste de l'UE est un précédent que les États membres ne sauront alors escamoter. Ils se souviendront certainement que les sanctions bilatérales ont été largement improductives auprès de la population autrichienne. Mais aussi qu'elles ont brisé la carrière du populiste le plus doué et donc le plus dangereux de sa génération: Jörg Haider. Surtout, ils auront peut-être à cœur de commencer enfin à administrer un traitement de fond aux démocraties européennes. Car si le populisme s'y développe, c'est aussi parce qu'il a trouvé le corps de l'Union dramatiquement affaibli. ▲

«La montée générale de l'intolérance en Pologne est alimentée notamment par des tribunes religieuses telles que Radio Maryja, station au discours antisémite».

© AFP

Des jumeaux désormais président et premier ministre de Pologne.

¹ *Le Soir*, 6 juillet 2006.

Sur fond de guerre froide

L'embrasement libanais

JACQUES RIFFLET

L'éruption soudaine de violence qu'a connue le Proche-Orient n'est pas une triste répétition sanglante des remous récurrents auxquels nous a habitués cette région. Cette confrontation-là s'inscrit dans un contexte bien plus vaste, et infiniment plus inquiétant: l'affrontement entre, d'une part, un Iran fondamentaliste chiite désireux de se doter de la maîtrise de l'atome et de restaurer la puissance chiite du X^e siècle et, d'autre part, un Occident très hostile à la perspective que cette impérieuse théocratie entre dans le club des nantis de l'armement atomique. Fort de l'assentiment de la grande majorité des «Perses» fiers de leur passé prestigieux, le gouvernement iranien affirme ses positions contre vents et marées. Mais il est évident que cette prétention du chiisme exacerbé des ayatollahs de posséder bientôt la bombe –car qui doute que tel est leur but?– transit d'effroi les États «raisonnables», lesquels enjoignent l'Iran, menaces à l'appui, de se laisser contrôler comme un enfant vicieux imprévisible.

Dès lors, l'Iran met tout en œuvre pour accabler les adversaires de sa grandeur en marche. Et il profite très habilement du fossé profond qui se creuse entre l'Occident et la Russie. Le président Poutine détient une richesse fabuleuse en réserves d'hydrocarbures, une richesse qui est à la fois condition de la survie de sa nation et arme économique redoutable. Or, l'Occident n'a de cesse de tenter de dépecer l'ancien espace soviétique et de déstabiliser la Russie pour s'emparer des bijoux de sa couronne.

L'agacement du Kremlin est tel que le 15 juin 2006, à Shanghai, la Russie et la Chine ont conclu un accord d'alliance politique, économique et militaire, en y conviant, en observateur privilégié, l'Iran! Rien d'étonnant quand on consulte une carte du Moyen-Orient. L'Iran est le seul pays échappant à l'ambition américaine, et il constitue une puissance de 75 millions d'habitants.

Fort de cette situation, l'Iran avance ses propres pions et il a les moyens de rétablir la puissance ancienne du chiisme. Il fournit un armement aux chiites extrémistes irakiens de l'imam Sadr, de quoi attiser l'incendie local. Il nourrit en armes russes le Hezbollah, via la Syrie, son alliée chiite –expulsée du Liban après l'assassinat d'Hariri–. Lui-même convié par la communauté internationale à quitter ce pays mais qui n'en fit rien, sûr de son impunité de «résistant» à Israël. D'ailleurs le président chrétien du Liban est proche du régime de Damas et le président du parlement n'est autre que le fameux Nabih Berri, le chef de la milice chiite Amal. Pour compléter l'ensemble de la stratégie iranienne, le chef du Hamas est hébergé à Damas et refuse de

reconnaître la résolution de l'ONU établissant en 1948 un État israélien.

La situation pour Israël rappelle celle de 1967, quand, sur ordre de Kroutchev, la Syrie coupa l'eau du Jourdain et l'Égypte interdit le passage des navires israéliens par le canal de Suez et le golfe d'Akaba, bloquant tout le commerce de l'État hébreu. L'enlèvement par le Hamas et le Hezbollah de trois soldats de Tsahal devait recréer l'étincelle, iranienne cette fois. On connaît le résultat: une fois de plus, des civils innocents sont morts sous les fusées de «résistants» ou sous les bombardements d'une Tsahal, qui ce faisant, sert les intérêts américains qui craignent l'emprise de Téhéran sur toute la région.

Voilà 58 ans que la région flambe, et le feu des commentaires est souvent passionné, subjectif, irrationnel. Ainsi, les tenants du camp palestinien ont-ils conscience que ce pauvre peuple a été plus malmené par les Jordaniens et les Syriens que par les Israéliens; que si les chrétiens du Liban ont gardé un souvenir cuisant des attaques des milices d'Arafat chassées de Jordanie par la légion arabe, celles-ci furent ensuite massacrées par 60 000 soldats syriens venus sauver les chrétiens avec l'accord de l'Occident. Les partisans d'Israël perçoivent-ils pleinement son arrogance messianique qui génère tant d'excès et suscite la révolte?

La paix exige la lucidité et non le culte de l'émotion. Être un partisan ému est facile, parfois suspect, mais surtout suprêmement vain si l'on veut sortir la région de l'enfer de la haine. ▲

Nous sommes tous philosophes

MICHEL GRODENT

La philosophie, disait Benedetto Croce, c'est l'histoire de la philosophie. On ne saurait philosopher sans profondeur de champ, sans avoir derrière soi toute la tradition philosophique. Le dialogue philosophique ne s'établit pas seulement entre les membres d'une même génération: il est intergénérationnel, il engage des voix du plus lointain passé et des voix d'aujourd'hui, il suppose des retours de concepts, il s'effectue à l'intérieur d'un cadre théorique transmis d'une époque à l'autre.

Comme Monsieur Jourdain faisait de la prose sans le savoir, beaucoup de gens philosophent sans en prendre conscience. Ils ne mesurent pas la part de reprise, de réinvestissement que supposent leurs interrogations en apparence les plus personnelles. En quelque sorte nul n'échappe à la philosophie. Et cela dans un monde qui prétend le plus souvent faire fi du langage philosophique et le dénoncer comme une activité abstraite, sans prise sur la vraie vie, donc dépourvue de toute efficacité, entendez de toute rentabilité. Comme si tout devait répondre aux exigences de la pensée calculatrice!

Dans son dernier livre, *Apprendre à vivre*, un traité de philosophie à l'usage des jeunes générations, qui a cette vertu de se lire d'une traite, sans la moindre difficulté, Luc Ferry tient une sorte de pari que l'on peut qualifier de «socratique» (même si l'adjectif ne doit pas laisser supposer de sa part une connivence excessive avec Platon). Il sous-entend que le jeune auquel il s'adresse sur le mode du tutoiement amical sait déjà, d'instinct, de quoi il est ques-

tion et que moyennant une présentation claire, pédagogique, des grandes doctrines philosophiques, il l'amènera fatalement à accoucher de lui-même, à se reconnaître lui-même dans ses soucis ou ses angoisses les plus intimes.

«Il y a dans la philosophie, proclame-t-il d'entrée de jeu, de quoi vaincre les peurs qui paralysent la vie, et c'est une erreur de croire que la psychologie pourrait s'y substituer». On pourrait ajouter que la psychologie, sauf, bien sûr, quand elle marche sur les plates-bandes de la médecine, fait souvent entendre un discours d'essence philosophique. Rompant totalement avec la vision scolaire de la philosophie qui la ramène à un jeu d'érudits et renouant sur ce point avec la vision antique, Luc Ferry privilégie pour sa part la dimension thérapeutique de sa discipline sans négliger pour autant la théorie. De chaque période de l'histoire de la philosophie, nos contemporains ont des choses à apprendre en effet, même si la cosmologie a évolué depuis l'Antiquité et dicte aux philosophes des réactions qui ne peuvent plus être celles des Anciens, accordés comme nous ne le serons sans doute plus jamais à une nature supposée harmonieuse.

Dans cette perspective, chaque période a ses avantages et ses inconvénients. Sans nier la rivalité entre deux manières de penser, dont l'une fait la part belle à la raison et l'autre à la foi, Luc Ferry se garde bien de méconnaître ce que la philosophie moderne doit au christianisme, inspireur* de *l'idée d'égalité dignité de tous les êtres humains*. De même, il nous fait parfaitement comprendre la portée de la réaction

nietzschéenne contre un humanisme trop enclin à dresser de nouvelles idoles et à se détourner de la réalité: «Comme le psychanalyste, qui cherche à traquer et comprendre l'inconscient derrière les symptômes de son patient, le philosophe post-moderne apprend avant toute chose à se méfier des évidences premières, des idées reçues, pour aller y voir derrière, par en dessous, en biais s'il le faut, afin de détecter les partis pris dissimulés qui les fondent en dernière instance». Rarement aura-t-on expliqué avec des mots aussi simples ce qu'est cette fameuse «déconstruction» dont se sont réclamés tant de penseurs depuis un demi-siècle.

Tant de pistes lui sont ouvertes en quelque trois cents pages que le lecteur, jeune ou moins jeune, aurait mauvaise grâce à ne pas rendre hommage à la virtuosité de Luc Ferry. Virtuosité qui s'accompagne d'une lucidité de chaque instant. Que la déconstruction, toujours elle, dissimule sous ses «dehors avant-gardistes» une forme obscène de cynisme, les plus contestataires s'étant reconvertis, au nom de la fidélité au réel, en bons serviteurs du système capitaliste, il fallait oser le dire! L'ancien ministre, blâmé pour son carriérisme, règle ses comptes. Ce n'est pas pour nous déplaire. ▲

Luc Ferry, *Apprendre à vivre. Traité de philosophie à l'usage des jeunes générations*, Plon, 310 p., 18, 50 €.

*ndlr: Ce n'est pas l'avis d'historiens laïques ou indépendants. Robert Joly l'a dit dans *Problèmes d'histoire du christianisme*, 6 (1975-1976, pp.80-84). Il l'a redit dans *Libre pensée sans Évangile* (2002, coll. Liberté j'écris ton nom, pp. 26-27) que des philosophes païens comme Sénèque ont accordé la même dignité aux esclaves qu'aux hommes libres. Marc Bloch a consacré son dernier article à montrer que, pendant tout le premier millénaire, bien des conciles prônaient ou acceptaient l'esclavage et que les institutions de l'Église y ont eu recours.

Rectificatif

Rendons à César... Le copyright AFP devait apparaître sur la photo du tableau Picasso publiée en p.7 du n°344 (juillet 2005).

L'entretien de Jean Sloover avec Thierry Odeyn

Le triomphe de Riefenstahl

Quand la pub, la com et l'info font leur cinéma...

Celle qu'on appelait «l'égérie de Hitler», la cinéaste allemande Leni Riefenstahl –décédée en 2003 à l'âge de 101 ans– se disait apolitique et affirmait n'être préoccupée que par la Beauté. Malgré une «*indécente tentative de réhabilitation*»¹ de plusieurs décennies, les historiens, mettant en évidence la participation active et consciente de la sympathisante nazie à la machine de propagande du III^e Reich, ont réduit ces allégations à néant. Mais les aspirations esthétiques ne servent-elles pas souvent de justificatif à ceux –artistes, communicateurs, journalistes...– qui prétendent être indifférents aux messages qu'ils font passer dans l'opinion? L'art et le talent excuseraient-ils tout? N'auraient-ils rien à voir avec le pouvoir? Dispenseraient-ils d'agir en conscience alors que toute création change le monde? L'opinion du cinéaste Thierry Odeyn, professeur² à l'INSAS.

Thierry Odeyn, qu'est-ce qu'un cinéaste?

Le cinéaste est un citoyen qui exprime sa pensée au travers de cet objet singulier fait de sons et d'images qu'est un film. Ce film se situe donc entre l'univers intérieur de son réalisateur et l'univers extérieur dans lequel celui-ci se situe: le contexte économique, social, politique, culturel... qui l'entoure et qui l'influence de manière inévitable. Il est essentiel que le spectateur ait conscience de ce fait afin d'être à même de prendre une distance critique suffisante par rapport au spectacle cinématographique qui lui est proposé. Le specta-

teur, en somme, doit savoir d'où le cinéaste parle.

Mais il n'y a pas que le spectateur qui doit être clairvoyant. Si sa fiction modifie la réalité, le réalisateur doit-il, lui aussi, savoir ce qu'il fait?

Comme un peintre, comme un journaliste, un auteur de films –du moins s'il ne fabrique pas du pur divertissement– est riche de ses thématiques: chacune de ses œuvres en est une déclinaison. Mais le récit qu'il va construire pour permettre à ses thématiques de s'exprimer va effectivement imprégner, changer le mental du spectateur. Le récit n'est jamais une question de pure forme: le système formel utilisé par le réalisateur a été choisi par lui parce qu'il lui paraît en adéquation avec le fond qu'il veut exprimer. Cela implique, de fait, dans son chef, une responsabilité citoyenne. Récemment, de grandes chaînes de télévision ont diffusé un long documentaire de Ray Muller sur Leni Riefenstahl. Riefenstahl a joué un rôle important dans la fabrication de l'image publique du national-socialisme en Allemagne et à l'étranger. Or dans le film de Muller, Riefenstahl s'attache à nous persuader que seule la forme compte pour elle, qu'elle a parlé du nazisme comme elle aurait pu parler de petits pois et que son fameux film sur les grands rassemblements de Nuremberg, «Le triomphe de la volonté», n'avait rien de nazi, ni d'antisémite. C'est totalement faux! Dans la séquence des discours des dignitaires du régime, Riefenstahl filme Julius Streicher, directeur du journal anti-juif «Stür-

mer» et principal animateur de la propagande antisémite, qui y proclame qu'une nation inattentive à la pureté de sa race périt!

Une nécessaire fragilité

Le film de Muller a suscité, dans l'opinion, pas mal de sympathie pour Leni Riefenstahl.

Et c'est logique. Muller nous donne à voir Riefenstahl comme une héroïne: une artiste préoccupée seulement d'esthétique et qui fait ainsi son chemin dans un régime connu pourtant pour son machisme virulent. Ceci nous ramène à notre point de départ sur la nécessaire clairvoyance du spectateur: pour dépasser la sympathie instinctive suscitée dans le public par le film de Muller, il faut, à la fois, être armé pour décoder le système d'autodéfense de la réalisatrice et comprendre que ce système a été favorisé par son biographe.

Qu'en est-il ici de la responsabilité des cinéastes?

Faire du cinéma, c'est se déplacer avec une caméra pour prélever des traces du monde. Cette opération implique une confrontation inévitable du réalisateur avec la réalité. Avec l'autre. Tout film porte la trace de cette qualité relationnelle: si le cinéaste regarde l'autre comme un ennemi, le plan où apparaît cet autre s'en ressentira. Autrement dit, le lien entre celui qui filme et celui qui est filmé est empreint d'une nécessaire fragilité. Mais cette vulnérabilité de la relation du réalisateur avec l'autre est souvent un vecteur de qualité.

© AFP

Leni Riefenstahl, en compagnie d'Hitler et de Goebbels. Elle a beaucoup contribué à l'image du national-socialisme.

Lorsque Jean-Luc Godard tourne «Vivre sa vie», l'actrice qui y joue le rôle de l'héroïne, la prostituée Nana, n'est autre que son épouse Anna Karina. Mais le couple alors est à la dérive, et cette crise conjugale va donner au film d'extraordinaires accents de vérité qui feront de «Vivre sa vie», un des plus beaux films de Godard. Nier ce rapport à l'autre, démentir ce surgissement toujours possible du réel et la perte de la part de maîtrise qu'il implique, c'est oublier qu'un film n'est rien d'autre que la trace plus ou moins documentée du rapport de son auteur au monde et qu'il engage nécessairement celui qui le réalise.

Comment distinguer un film d'auteur d'un film de propagande?

Le critère distinctif est précisément cette absence de confrontation d'un individu avec le réel. Un film de propagande repose sur une maîtrise totale de l'écriture du réel. Le discours –le plus souvent un slogan...– préexiste toujours à l'œuvre filmée et le propagandiste (qui n'est le plus souvent que l'employé plus ou moins talentueux d'un pouvoir commanditaire) prélève dans la réalité du matériel visuel et sonore qu'il va organiser pour convaincre. Dans un authentique film de propagande, il n'y aura donc jamais d'irruption intempestive de la vie, de dialogue avec le réel, de tremblement. Réaliser pareil objet demande une grande sûreté. C'est à ce point vrai que, dans leurs films, les nazis ont souvent volontairement commis des maladrotes –des erreurs de cadrage, notamment– pour feindre le surgissement du réel afin d'authentifier leurs propos. Un peu comme dans ces spots publicitaires pour des lessives qui prennent la forme d'interviews de ménagères: on prend soin de recourir à des comédiennes pour s'assurer qu'elles utiliseront les bons arguments de vente, mais on les met en

situation pour faire croire qu'il s'agit d'un reportage auprès d'authentiques femmes au foyer...

La société du spectacle

Quels rapprochements peut-on établir entre les techniques de communication modernes et le cinéma?

Plusieurs. D'abord, à l'instar de Riefenstahl, beaucoup de publicitaires, niant le rapport entre le fond et la forme, affirment ne travailler qu'au niveau esthétique, se déresponsabilisant, ce faisant, à bon compte. Ensuite, comme les réalisateurs de films de propagande politique, les spécialistes de la communication se doivent de maîtriser totalement leurs clips: pas question d'y laisser pénétrer le réel. Fabriquer par exemple l'image de la beauté va les contraindre à travailler sur le consensus, sur ce qui est le plus communément admis, et non sur la singularité. On peut désirer l'image consensuelle. Mais c'est de la singularité qu'on tombe amoureux... De même, la pub a hérité d'une foule de techniques imaginées par les grands réalisateurs. Lorsque, en 1928, à la demande du Parti communiste, Sergueï Eisenstein réalise «La ligne générale» pour promouvoir la collectivisation des campagnes soviétiques, le réalisateur tourne une séquence dans laquelle un agronome présente une écremeuse pour vanter les bienfaits du machinisme agricole. La démonstration se transforme en véritable ballet de la fécondité et l'héroïne finit par recevoir en plein visage un jet de crème sexuellement très symbolique. Associer les qualités d'un bien de consommation à la sexualité est un truc toujours utilisé en publicité...

Plusieurs collaborateurs de Goebbels se sont, dit-on, reconvertis après-guerre dans la publicité.

Les liens entre les modes opératoires du monde de la communication com-

merciale et celui de la propagande idéologique sont robustes. Les hommes politiques recourent d'ailleurs de plus en plus à des firmes de communication pour fabriquer leur image. On est bien là dans la ligne de Riefenstahl! Certes, une propagande semblable à celle du national-socialisme ou du communisme stalinien n'est plus concevable actuellement. Aujourd'hui, l'air du temps est à l'humanisme, au respect de l'autre, aux droits de l'Homme..., ce qui, reconnaissons-le au passage, ne nous engage pas beaucoup. Par ailleurs, un seul modèle social, celui du libéralisme économique, domine quasiment la planète. Et la pensée unique, forme vulgaire du discours savant sur lequel s'appuie l'ultralibéralisme, peut être considérée comme une forme de totalitarisme larvaire. Le commercial se confond maintenant avec la politique, et les médias –en particulier la télévision– sont devenus un véritable outil de contrôle social. En valorisant la consommation et l'hédonisme de masse, ils nous persuadent jour après jour, le sourire dans la voix, du bien-fondé de notre monde. C'est ce que Noam Chomsky appelle la «fabrication du consentement».

L'information vous semble-t-elle, elle aussi, contaminée par les dérives d'un certain cinéma?

En tout cas dans la presse audiovisuelle qui ne peut guère éviter deux écueils majeurs. Un, l'incapacité où elle se trouve souvent de contrôler ses sources: la plupart du temps, les images qu'elle diffuse viennent d'ailleurs via des acteurs qui, eux, sont clairement sous contrôle. Deux, plus pervers: l'autocensure. Aujourd'hui, un journal télévisé apprend aux gens ce qu'ils veulent entendre. L'affaire Dutroux a bien illustré cette dérive: face à la concurrence de RTL, la RTBF a été contrainte à la surenchère. Le JT est l'émission qui draine le plus de budgets publicitaires. Il faut donc faire de l'audience en cliquant l'actualité: sans cesse davantage de sujets en toujours moins de temps! La superficialité de l'information télévisée grand public n'a guère d'autre origine que ces prosaïques enjeux financiers...

«Société spectacle», dénonçait Guy Debord en 1967...

Riefenstahl, aujourd'hui, n'est jamais loin... ▲

¹ Lire l'article de Lionel Richard ainsi intitulé dans le dossier «Cinéma engagés», le numéro 88 d'août-septembre 2006 du bimestriel «Manière de voir» publié par *Le Monde diplomatique*.

² Né à Ixelles en 1951, Thierry Odeyn – qui prolonge sa fonction pédagogique à l'Institut National Supérieur des Arts du Spectacle par un enseignement à l'Institut des Hautes Etudes en Communication Sociale (IHECS) – a formé plusieurs générations de jeunes cinéastes auxquels – réalisateur de nombreux documentaires – il a inculqué le désir de témoigner du monde. Théoricien engagé du cinéma, il insiste dès lors sur l'exigence du regard et l'importance politique de l'acte de filmer. Dans le cadre de ses activités d'éducation populaire, le cinéma Arenberg-Galleries organise un atelier mensuel de formation au langage cinématographique animé par Thierry Odeyn. Téléphone: 02/511.65.15.

Lutter contre les dérives du capitalisme

Une solution à l'extrême droite?

JULIEN DOHET

L'extrême droite reste malheureusement au centre du débat politique et risque de focaliser une bonne partie des regards lors de la campagne électorale pour les élections communales, comme le montre la multiplication dans les librairies de livres sur le sujet, plus intéressants les uns que les autres¹.

L'un deux est l'œuvre d'un trio d'universitaires liégeois qui, dès les premières pages, désarme la critique du risque d'overdose sur le sujet et de surmédiation de l'extrême droite en disant: «contre l'extrême droite, l'éducation, l'étude, la lecture sont des armes fondamentales. Lire sur l'extrême droite est un premier pas pour la combattre, d'abord pour la comprendre, ensuite pour éviter de se laisser piéger par elle, ses mécanismes, ses tactiques. Cela déjà pourrait justifier tous les livres qui paraissent contre l'extrême droite»².

Le livre est intéressant au regard des commentaires qui se multiplient depuis les meurtres d'Anvers. Alors que la quasi-totalité des commentaires dénoncent certes le Vlaams Belang mais en se focalisant sur les aspects racistes qui sont pourtant secondaires dans la réflexion pour une lutte efficace contre l'extrême droite, les trois auteurs déclarent clairement que: «Même si les études statistiques sur les valeurs défendues par les électeurs d'extrême droite montrent que "l'attitude négative vis-à-vis de l'immigration" ou "l'attitude défavorable à l'out-group" sont les facteurs principaux distinguant ces électeurs des autres, on maintiendra l'idée qu'il s'agit là d'une conséquence de la

récupération d'un malaise par l'extrême droite plutôt que d'un présupposé commun entre partis et électeurs»³. De même, la question n'est pas d'éradiquer complètement l'extrême droite mais d'empêcher les tenants d'un projet de société basé sur la loi du plus fort⁴ d'attirer à eux, comme ils l'avaient réussi dans l'entre-deux-guerres, deux sortes d'électeurs: «que l'accroissement des inégalités soit un terreau fertile pour l'extrême droite, les acteurs socio-économiques le relèvent aussi, mais selon un double mécanisme: en causant de la frustration chez les pauvres, mais aussi en alimentant une "peur de perdre ce que l'on a" chez les riches»⁵.

C'est sur la base de discussions avec 61 personnes rassemblées par catégories (jeunes, universitaire, acteurs socioculturels...) dans des tables rondes que les trois auteurs, après avoir refait un point rapide sur les théorisations de l'extrême droite, décortiquent les représentations de gens qu'ils reconnaissent d'emblée plus politisés et plus à gauche que la moyenne. La lucidité des différentes catégories est grande, plus particulièrement celle des jeunes qui sont parfaitement conscients des imperfections de la démocratie qu'ils considèrent comme une utopie, au mieux, un objectif à réaliser. À l'heure où la disparition progressive de la mémoire générationnelle devient de plus en plus une réalité, tous s'accordent pour mettre en avant l'importance de l'éducation et notamment de l'enseignement de l'Histoire. Mais pas de n'importe quelle histoire, d'une histoire qui met en avant les

positionnements des acteurs et les choix qui ont été effectués parmi une pluralité d'alternatives, une histoire qui mettrait en avant le pouvoir qu'ont les hommes de prendre en main le cours des choses.

Mais c'est surtout une clarification des positionnements politiques qui est demandé. Et cet extrait essentiel: «Pris ensemble (les constats de différents groupes), ils plaident en tout cas pour le maintien d'un esprit de "critique sociale": ils aboutissent à une conclusion possible, à savoir que l'extrême droite pourrait bien ne pas être autre chose que le résultat du fonctionnement normal du capitalisme contemporain, qui insécurise et qui différencie. Cette idée est d'ailleurs convergente avec un constat facile à faire: l'extrême droite, en Europe, s'enracine surtout dans des endroits où l'économie fonctionne bien»⁶. Ce constat rappelle, sans la rejoindre complètement, une définition datant de 1935 qui disait ceci: «le fascisme est la dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier» et qui est alors la position officielle de la Troisième internationale communiste.

C'est donc avec beaucoup de curiosité que nous observerons comment le commanditaire de l'ouvrage, en l'occurrence la fédération liégeoise du Parti socialiste, utilisera le riche contenu de ce livre qui sort avec énormément d'à propos des discours convenus en suggérant qu'une lutte efficace contre l'extrême droite passe, au minimum, par la lutte contre les dérives du capitalisme. ▲

Nietzsche, mort ou vif!

PATRICE DARTEVELLE

Dieu continue de tracasser les Européens. Certes, ils sont tout à l'opposé du pauvre hère qui récemment encore est descendu dans la fosse aux lions du zoo de Kiev en beuglant que si Dieu existe, il le sauvera. Une lionne lui a tranché la carotide¹.

Coup sur coup, deux revues consacrent un numéro à dieu, *Critique*² en février, et *ah!*³, nouveau titre de la Revue de l'Université de Bruxelles, en avril.

Le numéro de *Critique*, plus philosophique et moins centré sur le fond du problème que celui de *ah!*, pose opportunément le problème sous la plume des deux coordonnateurs, Pedro Cordoba et le médiéviste Alain de Libera. Ils citent une phrase de Victor Cousin de 1897 mais qui s'applique à notre époque: «Le siècle passé a déchaîné les tempêtes... Le monde s'agite dans cet état de désordre où il a déjà été vu une fois, au déclin des croyances antiques et avant le triomphe du christianisme...».

Le fait religieux, un leurre

Plusieurs contributions au volume sont intéressantes, comme celle d'Étienne Balibar sur l'origine du terme «monothéisme», mais c'est surtout l'article de Philippe Borgeaud, de l'Université de Genève, «Une rumeur bien entretenue: le retour de(s) dieu(x)» qui retiendra l'attention.

Philippe Borgeaud ne manque pas d'èreinter Régis Debray. Au nom des historiens et des anthropologues, il conteste l'évidence du «fait religieux»: «Imposée par Régis Debray et répercutée par les médias, l'expression vient du dehors. Du point de vue

scientifique, loin d'être un "fait", ce prétendu objet est un leurre où l'on met littéralement ce qu'on veut, ce qu'on désire, ou ce qu'on regrette». Sa conclusion est nette: «Il est indispensable que les observateurs puissent mettre de la distance entre eux et les inquisiteurs, et renoncent sans crainte aux jeux monothéistes de la lumière naturelle et des ombres sataniques».

Le volume de *ah!*, intitulé *Sans Dieu*, œuvre de Michel Deguy et Jacques Sojcher, riche de trente contributions, est plus percutant.

On y trouve bien un article du philosophe louvaniste Antoine Vergote défendant la preuve de l'existence de Dieu et la validité du christianisme selon les modes traditionnels. Mais je n'approuverai que sa conclusion «Le croyant attend toutefois de la part des incroyants qu'ils s'informent correctement de la foi des croyants».

L'article le plus convaincant est celui de Jean Soler: «Quelques contresens sur le Dieu de la Bible». Il y développe une parfaite critique biblique de la construction a posteriori d'un mécanisme invraisemblable. L'Ancien Testament n'est pas monothéiste et Jean Soler s'en prend à l'illusion de Bergson selon laquelle les prophètes ont prôné une forme spiritualisée de la religion hébraïque. Dans leur contexte, les textes ne disent pas cela.

Nietzsche, incontournable

La célèbre phrase de Nietzsche, «Dieu est mort», est bien l'objet du débat.

Michel Deguy (*Dieu en lambeaux*) décrit le problème: «La mort de Dieu ne signifie aucunement que Dieu est mort comme finit un grand vieillard ou une espèce disparaît, ou décède un ex-vivant. Tout simplement parce

qu'il n'y avait pas Dieu "avant", sur le mode d'une réalité réaliste... en quoi les croyants croyaient qu'il existait».

Pire, le christianisme s'est largement fondé sur le refus de la tentation mais cette tentation «est exactement ce dont l'économie moderne fait son moteur et son beurre».

Dieu n'est plus que la relique suprême. Monique David-Ménard («S'éloigner de Dieu ou bien se trouver ailleurs») cherche à toute force dans Nietzsche ce qui ne serait pas clairement la mort de Dieu mais ne peut s'empêcher de conclure qu'en fait de croyance en Dieu et la morale, pour Nietzsche tout va de pair avec une éloignement et une distance. Tout tourne autour de Dieu est mort. La question est disputée mais, si l'on excepte Antoine Vergote et l'acteur Michel Lonsdale ainsi que la vision humaine de Pierre de Lochet, l'hypothèse maximale serait qu'il ne serait pas mort. Cela ne vaut pas dire vivant mais plutôt cliniquement mort.

Dépasser la religion

Que faire dès lors de la religion? Les temps ne sont heureusement plus à la contrainte et Raoul Vaneigem, interviewé par Jacques Sojcher nous propose «non pas d'éradiquer la religion par la force mais de la dépasser. Ceux qui ont la lubie de chérir une croyance, ce n'est pas en les brimant et en les méprisant que nous les débarrasserons de ce renoncement à soi...». Et très concrètement «les plaisirs de l'amour libéreront du voile les jeunes filles islamisées plus sûrement que les interdits».

Et voilà un maître-mot des chrétiens d'aujourd'hui, l'amour, parfaitement retourné! ▲

«Plus d'opium pour le peuple» de Johan Muyle, qui détourne ainsi la célèbre phrase de Marx en la chargeant d'ambiguïté... C'est le titre de l'exposition qui se tient jusqu'au 5 novembre au BPS 22 - site de l'Université du Travail, bd Solvay 226, 6000 Charleroi - <http://bps22.hainaut.be>

¹ Libération du 8 juin 2006.

² *Critique*, n°704-705, janvier-février 2006, Dieu, 193 pp. (Diffusion Le Seuil), prix: 15 €.

³ *ah!*, revue de l'Université de Bruxelles, éditions du Cercle d'art (avril 2006), 250 pp., prix: 19 €.

¹ Voir notamment les recensions dans *Espace de Libertés* n°335 et 341 et la sortie récente du livre d'Henri Deleersnijder, *Populisme. Vieilles pratiques, nouveaux visages* dans la Collection «Voix de la Mémoire» aux éditions Luc Pire - Territoires de la Mémoire.

² Italiano Patrick, Jacquemain Marc et Beaufays Jean, *La démocratie en perspective. Tables rondes de citoyens contre l'extrême droite*, coll. Voix politiques, Bruxelles, Luc Pire, 2006, p.9.

³ p.12

⁴ Voir mon article «Le darwinisme social, un paradigme de l'idéologie d'extrême droite» in *Espace de Libertés* n°340, pp.20-21.

⁵ p.56.

⁶ p.78.

École et homophobie

DAVID PATERNOTTE

FNRS-ULB

Assumer sa différence sexuelle reste difficile et demande du temps.

Le 17 mai dernier, l'édition belge de la Journée mondiale contre l'homophobie était consacrée à l'école et la formation. Durant une matinée, acteurs de terrain, politiques, institutionnels et associatifs se sont succédé à la Maison des Parlementaires pour partager leurs expériences, faire un état des lieux et proposer des pistes d'action. En effet, contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'école reste, de la maternelle au secondaire, un foyer d'homophobie important. Le souci de donner la «meilleure» éducation, conjugué au poids des préjugés et au malaise de nombreux enseignants, conduit souvent à passer sous silence les questions liées à la sexualité, surtout quand celles-ci touchent à l'orientation sexuelle. De plus, la découverte de l'amour et l'entrée dans la sexualité lors de l'adolescence se traduisent par une accentuation des rôles de genre, dont les lesbiennes, les gays, les bis et les trans, tout comme les garçons trop féminins et les filles jugées masculines, sont les premières victimes. Les jeunes qui découvrent leur différence sexuelle sont ainsi généralement dépourvus de repères et les enseignants qui brisent le silence ou l'obligation de discrétion sont parfois accusés de prosélytisme, voire de tentatives de séduction.

Les discriminations à l'école

Plus concrètement, au moins trois groupes¹ sont touchés par l'invisibilité de l'homosexualité et la force des préjugés à l'école. Cette situation pèse tout d'abord sur les élèves qui se découvrent homo ou bisexuel-le-s. Si les images positives se multiplient,

cette étape reste souvent difficile et assumer sa différence sexuelle demande un certain temps. Dans ce cadre, les moqueries en milieu scolaire s'ajoutent parfois aux difficultés familiales et la classe ne constitue pas le refuge qu'elle pourrait incarner. De plus, le silence qui entoure ces questions dans le cursus et les difficultés de parler et rencontrer des pairs contribuent à un mal-être physique et psychique et un taux de suicide plus important que parmi les hétérosexuel-le-s du même âge.

Les enseignants et, plus généralement, les membres du personnel pâtissent également de cette situation. Nombre d'entre eux connaissent une double vie, où leur vie affective et sexuelle est strictement dissociée de leur vie professionnelle et dissimulée dans les rapports avec leurs collègues et leurs élèves (invisibilité du partenaire et des enfants, etc.). En outre, dans l'ensemble des réseaux, la divulgation soudaine de l'orientation sexuelle conduit toujours à des convocations par la direction, des mises en garde, des suspensions de promotion, voire des non-renouvellements de contrat.

Enfin, de nombreuses enquêtes indiquent combien les parents homosexuels décident la plupart du temps de taire leur orientation sexuelle ou leur mode d'organisation familiale et, s'ils sont en couple, souvent seul un parent joue l'interface avec l'institution scolaire. Cet enjeu a d'ailleurs été plusieurs fois soulevé comme préjudiciable pour l'enfant lors des débats sur l'ouverture de l'adoption, alors que l'orientation sexuelle des parents n'influence pas son développement.

Des initiatives politiques

Face à cette situation, la Ministre-présidente de la Communauté française, Marie Arena, publie cet automne un guide pédagogique intitulé *Combattre l'homophobie. Pour une école ouverte à la diversité*. Première en Communauté française, si on omet les initiatives de la ministre Maréchal, il couronne un patient travail de rédaction et de coordination avec les acteurs de terrain. Destiné avant tout aux enseignants, il comprend un dossier détaillé sur l'homosexualité et une vingtaine de propositions d'activités pour les élèves de la maternelle à la fin du secondaire. Distribué à toutes les directions d'établissement, il sera également disponible sur demande pour les enseignants.

Toutefois, s'il s'agit d'un premier pas important, les expériences québécoise et flamande, qui ont inspiré cet outil, indiquent déjà qu'il ne suffira pas. En effet, s'il est plus facile de vivre son homosexualité dans ces régions et si celles-ci ont mis en place depuis plusieurs années des politiques publiques volontaristes en la matière, tous les préjugés n'ont pas disparu et on relève encore des situations de discrimination. Cela invite plus globalement à approfondir cette initiative et éclairer les changements qui s'opèrent au niveau des «politiques (homo)sexuelles». Après l'ouverture récente de l'adoption aux couples de même sexe, l'enjeu ne réside plus dans l'obtention de modifications législatives, mais dans la mise en place de politiques d'égalité des chances à tous les niveaux. Cet objectif nécessitera du temps et un travail de longue haleine, car on ne change pas les pratiques et les mentalités comme on change une loi. ▲

Journées de l'Enseignement Officiel

Sciences en scène 2007

Sciences en scène a pour objectifs de favoriser l'accès aux sciences pour les jeunes et de mettre en avant le savoir-faire, l'enthousiasme et le dynamisme des écoles officielles.

Ce concours met l'accent sur la complémentarité entre la science et l'art, pour une plus grande ouverture d'esprit dans tous les domaines de la connaissance humaine: le plaisir de la création confrontée à la rigueur de la démarche scientifique par l'approche critique dans la compréhension du réel.

Avec bonheur, il associe les jeunes à l'illustration de la spécificité fondamentale de l'école officielle, visant à former des citoyens susceptibles de participer aux progrès de l'humanité.

Les écoles de l'enseignement fondamental sont invitées à présenter sur scène dix minutes de spectacles: théâtre, danse, mime... d'inspiration scientifique ou technique.

L'expérience des éditions précédentes nous a démontré combien la rigueur scientifique intimement associée aux valeurs artistique et pédagogique générerait des spectacles uniques, pour le plaisir et l'enrichissement de tous.

Nous vous invitons, dès lors, à participer à ce projet de promotion de notre enseignement en vous inscrivant, dès à présent, à *Sciences en scène* dont la finale se déroulera, le samedi 24 mars 2007, à l'Espace Magnum de Colfontaine, situé à proximité de Mons et de Tertre, commune de l'école gagnante en 2005.

Les inscriptions devront parvenir au CAL pour le 30 septembre au plus tard.

Pour en savoir plus: <http://sciencesenscene.be> - Contact: Bernadette Schyns - Tél.: 02/627 68 10 - Fax: 02/627 68 01 - Courriel: bernadette.schyns@laicite.net

Les associations organisatrices: le Centre d'Action Laïque (CAL), le Conseil de Concertation de l'Enseignement Officiel (CCEO), la Fédération des Associations de Parents de l'Enseignement Officiel (FAPEO) et la Ligue de l'Enseignement et de l'Education Permanente (LEEP).

(Re)découvrez Camus, Saint-Ex, Godard...

La (bonne) réputation des guides Découvertes de Gallimard n'est plus à faire. Petits ouvrages à mettre dans toutes les mains, ils sont d'un intérêt remarquable pour toute personne, tout étudiant soucieux d'en savoir plus sur un sujet, une personnalité. Très maniables, superbement illustrés, ils représentent déjà à eux seuls une référence, avec des annexes et une bonne bibliographie. Sont sortis récemment les ouvrages consacrés à *Camus, l'homme révolté* de P.-L. Rey, *Saint-Exupéry, l'archange et l'écrivain* de N. Des Vallières, *Godard* (Le cinéma) de F. Nemer et, au moment du Festival, *Avignon, le royaume du théâtre* d'A. De Baecque.

Deux destins tragiques: Camus, mort trop jeune, journaliste, écrivain engagé et acteur de son temps, s'est battu contre les injustices du colonialisme, du communisme, du franquisme. Saint-Ex, pilote et écrivain, a témoigné des déchirements de son temps avant de disparaître en Méditerranée en 1944. Quant à Godard, celui de la Nouvelle vague des années soixante, auteur culte, militant maoïste, éternel provocateur, certains le considèrent comme l'essence même du cinéma. Quant au festival d'Avignon, l'histoire en est retracée depuis 1947 quand, au fil des années, la Cour d'honneur du palais des Papes est promue temple du théâtre, un temple en pleine mutation (voir dossier d'EDL n°343), simple reflet du monde contemporain.

M. M.

Découvertes- Gallimard.

¹ Auxquels on peut ajouter les hétérosexuel-le-s qui semblent enfreindre les frontières du genre et sont dès lors souvent assimilés-e-s à des homosexuel-le-s.

Le guide pédagogique «Combattre l'homophobie. Pour une école ouverte à la diversité» sera disponible vers octobre-novembre sur le site www.enseignement.be/respel

Zoo

Espèces animales

Ben Durant

«Est-ce que les agneaux mordent, eux aussi?»
Henry de Montherlant

«Les animaux aussi ont une histoire, mais c'est nous qui l'écrivons avec nos affects et nos représentations... Le réel est ailleurs», écrivait Boris Cyrulnik en 1998 et c'est bien la question posée, à travers cette exposition, par Fabienne Dumont, la directrice artistique de la Centrale Électrique sous-titrée «European Centre For Contemporary Art». Que nous renvoie l'image de cet animal aimé jusqu'à l'adulation ou honni jusqu'à l'extermination? Caniche (Sweetlove) et crocodile (Johan Muyle) en témoignent ici.

Zoo est donc une exposition d'art contemporain qui exploite les rapports harmonieux ou tendus entre l'homme et la bête, cette dernière étant appréhendée sous l'angle de sa beauté sauvage (Baltazar Burkhard) ou de son plumage chatoyant (Roni Horn) ou encore dans ce qu'il peut avoir d'inquiétant par ses hybridations, fruits de nouveaux démiurges:

ainsi les chevaux aveugles et désabotés de Berlinde De Bruyckere; le dandy minotaure de Stephan Balkenhol, le costume caparaçonné de scarabées de Jan Fabre ou encore les monstres sud-africains de Jane Alexander.

Mais l'animal peut aussi être vu de manière symbolique, allégorique et métaphorique tel «Erevan, le chien noir», du photographe Christian Carez qui dénonce le triomphe de la bestialité dans une Union soviétique en pleine désintégration politique.

Le fabuliste Jean de la Fontaine disait: «Je me sers d'animaux pour instruire les hommes»; en effet depuis l'Égypte pharaonique, l'homme ne se prive guère d'utiliser l'animal comme miroir révélateur, caricaturant la société humaine pour mieux en dénoncer les travers. On se rappellera sans peine à cet égard les rôles moralisateurs joués par «Le Roman de Renart» au XII^e siècle ou «La Bête est morte» dessinée par Calvo en 1944. Alain Séchas a créé son chat en 1993; avec son apparence inspirée par les mangas japonais, il pastiche de manière humoristique les travers comportementaux humains.

Si le cheval est la plus noble conquête de l'homme, le chien reste son meilleur ami comme le raconte l'étonnante symbiose entre le photographe William Wegman et son braque de Weimar baptisé Man Ray, entre 1970 et 1985.

Mais que seraient nos souvenirs affectifs sans l'existence du nouveau de notre prime enfance? Avec Charlemagne Palestine, l'animal en peluche trouve ici le champ délirant

et kitsch adéquat tandis que Pascal Bernier, avec sa «Perversion bipolaire», nous livre une version inédite de la sexualité des ours en peluche!

Mais l'*homo sapiens* aime croire qu'il est le maître de la création et de ses créatures qu'ils jugent inférieures: il écrase la fourmi, dompte le tigre, asservit le bœuf, égorge le cochon, enchaîne le gorille, oblige la poule à pondre, arrache les pattes des grenouilles, ébouillante le homard et fait chanter les pinsons.

Animal martyr, violenté ou dompté comme dans l'installation photo «Domination», de la Polonaise Dorota Nieznalska: qui l'emportera dans l'étrange duel qui oppose un homme nu armé d'un fouet face à son chien?

Contrainte et violence sous-tendent également le titre évocateur de l'exposition: l'animal de zoo qui, sous prétexte d'observation et de protection se voit livré –dans une cage– au voyeurisme de milliers de badauds. Le Français Gilles Aillaud a consacré sa vie à peindre les animaux captifs dans de grandes toiles structurées par les barreaux de l'enclos.

Trente-deux artistes contemporains de renommée internationale posent ainsi un regard lucide, tendre ou complice, sur nos relations avec le monde animal, chaque créateur renouvelant par là même son besoin de réveiller nos consciences par le biais de réactions esthétiquement sensibles.

Cette exposition inaugurale s'ouvre dans un espace semi-industriel construit en 1903 et qui offre mille mètres carrés de cimaises avec des hauteurs de plafond qui culminent à neuf mètres. De surcroît, situé en plein centre ville sur la Place Sainte-Catherine, cet espace pourrait devenir, avec ses quatre expositions annuelles, l'incontournable point d'ancrage de l'art contemporain qui manquait cruellement à notre capitale. ▲

(R)entrée des artistes...

DIDIER CHATELLE

Un coup d'oreille sur ce qui vous attend à l'opéra comme au concert pour les mois à venir? Et si c'était tout simplement la vie et l'émotion...

S'il s'agissait de boucler la boucle, disons que c'est une manière à la fois discrète et subtile de le faire... Souvenez-vous, lors de son arrivée à la tête de la Monnaie en 1992, c'est sous le signe de Rainer Maria Rilke que Bernard Foccroulle avait souhaité d'emblée se placer: «Oserons-nous aujourd'hui, se demandait-il à l'époque, prendre le risque de chercher la vie dans l'art? Sommes-nous prêts à y percevoir l'écho de cette injonction de Rilke au dernier vers de son poème le "Torse Archaique d'Apollon": "Tu dois changer ta vie".

Et si poser la question, c'était évidemment y répondre, une décennie et des poussières plus tard, alors qu'il s'apprête à filer vers de nouvelles et aixoises aventures, c'est encore à son cher Rilke qu'il en appelle: "Ma chambre et cette immensité –veillez des terres où la nuit court– ne font qu'Un. Je suis une corde tendue sur d'amples et bruyantes résonances".

Alors, amis rêveurs, si le rapprochement de ces deux éclats de poésie a de quoi nous faire gamberger une bonne année sinon davantage, les quelques ouvrages à l'affiche de la Monnaie devraient sans barguigner contribuer à amplifier nos méditations... C'est que, nous vous en touchions un mot en juin dernier, entre deux opéras d'un certain Wolfgang Amadeus Mozart pour encadrer la saison, l'Enlèvement au Sérail en ouverture et la Flûte enchantée en fermeture, à cent lieues des sentiers battus et rebattus qu'on nous sert trop souvent, le TRM joue d'évidence

la carte de l'originalité. C'est ainsi qu'après *Tristan et Isolde* de Wagner et *La Traviata* de Verdi se succéderont donc, avouez que cela ne court pas les théâtres, *L'Ange de feu* de Prokofiev, *L'Uomo dal fiore in bocca*, une création mondiale de Luc Brewaeys d'après Pirandello, proposée en même temps que *Monsieur Choufleuri restera chez lui le...* de Jacques Offenbach, *La Mort de Sainte Alméenne* en hommage à Arthur Honegger, *La Vergine dei dolori* d'Alessandro Scarlatti et *The Rake's Progress* d'Igor Stravinsky...

Cela étant, si le lyricomane un brin curieux doit donc déjà se sentir comblé, on a encore conservé pour la bonne oreille une reprise plus qu'attendue et ce qui pourrait être l'un des événements de la saison. Si vous aviez loupé ce spectacle incomparable dans tous les sens du terme, de grâce, ne manquez sous aucun prétexte *Il Ritorno d'Ulisse* de Monteverdi confié au tandem Philippe Pierlot/William Kentridge. Quant au merveilleux musicien qu'est Benoît Merrier, gageons que pour composer son premier opéra, *Frühlings Erwachen* sur un livret de Jacques De Decker d'après Frank Wedekind, il aura encore affûté sa plume si attachante qui fait tout le prix d'une œuvre singulière, pétrie de légèreté et de profonde humanité.

Marais:
au commencement
était l'émotion...

Cela dit, de la Monnaie au Palais des Beaux-Arts, il n'y a qu'un pas d'au-

tant plus vite franchi que, pour célébrer le tricentenaire de Dietrich Buxtehude en 2007, Bozar Music a convié le même Bernard Foccroulle, qu'on retrouvera donc avec sa casquette d'organiste pour l'intégrale de l'œuvre d'orgue du maître allemand. Et tant qu'on est au rayon commémorations, signalons aux éternels distraits que l'année Mozart et Chostakovitch n'est pas encore achevée mais surtout que, merci pour lui, on s'est enfin souvenu que le 350^e anniversaire de la naissance du grand Marin Marais méritait mieux qu'une simple mention... Et on peut faire confiance à Jay Bernfeld et son ensemble Fuoco e Cenere, à Skip Sempé et bien sûr à notre cher Philippe Pierlot pour rappeler qu'au commencement était l'émotion et qu'une âme profondément fragile est bien le principal caractère de la viole et de l'être humain...

Pour le reste, des centaines d'autres concerts vous attendent au fil d'une saison qui s'annonce comme de coutume assez vertigineuse. Quelques noms, histoire de vous mettre la puce à l'oreille? Outre les habitués que sont pour notre plus grand plaisir les René Jacobs, Herreweghe, van Nevel, Kuijken, van Immerseel, sans oublier les ensembles Ictus ou Musiques Nouvelles, on épinglera un peu dans le désordre un mini-festival autour de la grande Tabea Zimmermann –de Mozart au très regretté Ligeti, trois siècles de musique de chambre vous contempleront!–, la venue de pianistes aussi prodigieux que Radu Lupu, Elisabeth Leonskaja, Leif Ove Andsnes, Abdel Rahman El Bacha, Nikolai Lugansky, Frank Braley ou Pierre-Laurent Aimard, de quatuors de la trempe des Artemis, Jerusalem, Keller, Danel, Hagen, Tokyo et Berg, de chanteurs aussi considérables que Matthias Goerne ou mesdemoiselles Dessay, Lemieux et von Otter, on en passe... Car, décidément, oui, vous avez dit vertigineux? ▲

Saisons 2006 – 2007, Infos: la Monnaie, 070/233.939 – www.lamonnaie.be – Bozar Music, 02/507.82.00 – www.bozar.be

Racolage?

Marianne Saintenois-Jottrand apprécie notre revue mais n’aime pas le théâtre de Jan Fabre qu’elle considère comme un manipulateur et un farceur. C’est son droit et le point de vue est parfaitement défendable. Mais elle nous reproche notre couverture du dossier de juin consacré au théâtre. Elle la juge «répulsive» et ne voit pas «la nécessité pour une revue telle que la nôtre de s’illustrer».

Notre couverture, certes provocante, était en lien étroit et précis avec le thème du dossier: il s’a-

gissait précisément d’une photographie d’un spectacle de Jan Fabre. C’est un élément non négligeable de la question.

Quand le Centre d’Action Laïque a créé *Espace de Libertés* en 1987, c’est avec une volonté très délibérée de développer une publication illustrée, conforme à la pratique ordinaire des lecteurs et de faire en sorte qu’une publication laïque ne soit plus par principe austère, voire sinistre. Nous resterons fidèle à cette voie.

Horizons perdus

Comme on pouvait s’y attendre, M. Frans Goetghebeur, président de l’Union bouddhique belge – dont il me précise qu’elle n’a pas été l’organisatrice de la visite en Belgique du Dalai-lama – et organisateur de cette même visite (c’est à ce titre qu’il m’écrit) n’a pas apprécié mon éditorial de juillet «Un pape bouddhiste».

Quelques ouvrages utiles

Deux *Courriers hebdomadaires* du Crisp à signaler :

- **L’adoption par les couples du même sexe**, de Cathy Herbrand. La famille comme champ de recherche et d’évolution permanente: émergence de la revendication, enjeux et parcours parlementaire de la loi sur l’adoption, après celle de 2003 permettant le mariage des homosexuels.
- **La lutte contre les changements climatiques - Des engagements internationaux aux politiques régionales**, de Kevin Maréchal et Véronique Choquette. Ce Courrier analyse le développement des politiques climatiques en Belgique, au vu des dynamiques économiques, géopolitiques et institutionnelles qui ont sous-tendu les négociations des grands sommets internationaux.

Les brochures des **Mutualités socialistes**, toujours très ciblées, sont aussi très informatives. Elles ont toute leur utilité, à commencer par le *Guide pratique des médicaments moins chers* (mars 2006). 2100 médicaments sont ainsi répertoriés.

Anorexie et boulimie - Guide à l’attention des parents (avril 2006): le point sur ces troubles de l’alimentation qui font des ravages.

Se fabriquer un cœur en or: la prévention des maladies cardiovasculaires tient à peu de choses alors qu’il s’agit de la principale cause de mortalité. On ne se voile plus la face: ce que l’on mange, boit, fume... est important, l’exercice, l’hérité comptent aussi parmi les facteurs important. Il suffit de se prendre en main.

Séjour à l’hôpital (Question de droit): tout ce que vous avez toujours voulu savoir sans jamais oser le demander... On s’étonne trop souvent du montant des factures. Voici un guide de préparation bien utile sur l’avant, le pendant et l’après-hospitalisation.

Curieusement, au vu du déroulement de la visite, il estime «qu’il n’est pas inutile de rappeler que ni la fonction ni l’ambition missionnaire papales n’existent dans le bouddhisme». Les laïques sont méfiants vis-à-vis du prosélytisme parce qu’ils savent que, dès que c’est possible, les religions usent de la contrainte. Hormis cela, pourquoi ne pas appeler un chat un chat? Si les séances avec le public ne s’apparentent pas à ce genre –tout comme celles du pape– deux et deux ne font plus quatre.

Le fond du problème est la revendication que le bouddhisme non seulement ne serait pas une religion mais bien l’expression même de la laïcité mais d’une laïcité spirituelle dont «une certaine laïcité ne serait pas encore prête à entendre le son».

Il s’en réfère à Fabrice Midal, philosophe, chargé de cours à l’Université Paris VIII, qui écrit dans «*Quel bouddhisme pour l’Occident?: «Derrière le principe de coexistence fondamentale institué par la laïcité, les représentants bouddhistes voient aussi en elle un appel à une morale de la compréhension réciproque non dogmatique qui les animent profondément. [...] Le discours du Dalai-lama [appelle] l’humanité à distinguer une morale ne dépendant d’aucun engagement religieux particulier, mais pouvant s’adresser à tous [...]. Un des enjeux qui constituent la laïcité est de préserver la possibilité du libre examen et, par là, l’épreuve de la pensée dans l’aventure qui est la sienne propre. [...] Au sein de la tradition bouddhiste, un équivalent de cet engagement se trouve dans l’invitation à une pratique directe qui puisse s’effectuer sans la référence à aucune institution».*

F. Midal n’est évidemment pas une référence objective, c’est un des propagandistes des vues défendues par F. Goetghebeur.

L’invocation de la laïcité, venant d’un Français, est hors sujet. On chercherait en vain un évêque catholique français qui ne s’est pas revendiqué de la laïcité, limitée à la séparation de l’Église et de l’État.

Quant au libre examen, les protestants aussi s’en réclament. Ils ne disent pas qu’ils sont non-religieux pour autant.

Par ailleurs, dans une interview récente publiée dans *Le Soir* du 21 août 2006, F. Midal, quand il argumente pour répondre à la question «le bouddhisme ne serait donc pas une religion?» et déclare: «Non, car il n’y a pas un dieu créateur qu’il faudrait prier». Mais cela correspond uniquement ou presque au Dieu du christianisme. Personne ne peut limiter à ce seul cas la définition d’une religion. Que le bouddhisme soit différent du christianisme relève de l’évidence.

Mais F. Goetghebeur ne répond pas à un problème essentiel. Il nous fait part de «tous les efforts consentis par le Dalai-lama lui-même afin d’encourager le peuple tibétain et ses dirigeants à s’engager résolument sur la voie de la démocratie parlementaire». Tant mieux. Mais où puis-je voir que le dalai-lama n’est plus qu’un chef spirituel ayant renoncé à tout pouvoir politique et regrettant le mode médiéval du gouvernement tibétain d’avant l’invasion chinoise?

Bien sûr, comme rationaliste, j’ajouterais que même si c’est le cas et si le Dalai-lama n’est plus qu’un chef spirituel, quelle procédure de désignation de son successeur compte-t-il mettre en place au lieu de la comédie traditionnelle fondée sur le principe de la réincarnation? Vous avez dit religion?

Je vois plutôt les confusions habituelles exercées sur certains Occidentaux par la magie de l’Orient, illustrée par le roman *Lost Horizon* de James Hilton, rendu célèbre par le film de Frank Capra. Je ne vois rien de laïque à la lamaserie de Shangri La (*Le Monde* du 5 août 2006). ▲

P. D.